



Arles Crau Camargue Montagnette

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Extrait du registre des délibérations de la Communauté d'agglomération

MERCREDI 06 MARS 2019

CC2019_014 : Finances / Rapport d'orientations budgétaires 2019

L'an deux mille dix neuf, le six mars à 10 heures 30, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette s'est réuni à ACCM à Arles, sous la présidence de Monsieur Claude VULPIAN, Président, et suivant la convocation en date du 28 février 2019.

Membres du conseil communautaire en exercice : cinquante-trois

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs :

AFKIR, AMSELEM, AMY, AYME, BECCIU, BERNOT, BERTHOMIEU, BONO, CARGNINO, CATHALA, CELLARIER, CHASSAIN, CORREARD, DE CAMARET, DEMISSY, DOUMENC, DUCROS, DUPONT, GIMENEZ, GONNET, GRZYB, HENRY, KOUKAS, LEXCELLENT, MASSON, MEBAREK, PETITJEAN, PICQUET, PORTELA, RAFAI, SCHIAVETTI, RIVAS, TEIXIER, VULPIAN

Etaient absents excusés avec pouvoir :

- Monsieur Fabien BOUILLARD (pouvoir donné à Guy CORREARD)
- Monsieur Patrick CHAUVIN (pouvoir donné à Nicolas KOUKAS)
- Madame Claudie DURAND (pouvoir donné à Nora MEBAREK)
- Madame Michelle FERRER (pouvoir donné à Georges BERNOT)
- Monsieur Nicolas JUAN (pouvoir donné à Hervé SCHIAVETTI)
- Madame Arielle LAUGIER (pouvoir donné à Danielle DUCROS)
- Monsieur Lucien LIMOUSIN (pouvoir donné à Roland PORTELA)
- Madame Nathalie MACCHI-AYME (pouvoir donné à Antoine BECCIU)
- Madame Clotilde MADELEINE (pouvoir donné à Francis DEMISSY)
- Monsieur Philippe MARTINEZ (pouvoir donné à Hamina AFKIR)
- Monsieur Christian MOURISARD (pouvoir donné à Jean-Luc MASSON)

Etaient absents excusés:

- Madame Maria AMOROS
- Monsieur Jean BERNABE
- Madame Muriel BOUALEM
- Monsieur Pierre CHENEL
- Monsieur Cyril JUGLARET
- Madame Valérie LAUPIES
- Madame Corinne MASSIASSE
- Madame Fabienne PAUTONNIER

Monsieur le président : je déclare ouverte la séance publique, et, conformément aux dispositions de l'article 2125.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose de désigner un secrétaire. Êtes-vous favorables à ce que Monsieur Nicolas KOUKAS remplisse cette fonction ?

Le conseil communautaire, réuni à la majorité de ses membres en exercice a,

conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, désigné Monsieur Nicolas KOUKAS pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 6 MARS 2019

CC2019_014 : Finances / Rapport d'orientations budgétaires 2019

Rapporteur : Claude VULPIAN

Nomenclature ACTES : 7.1

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) a créé par son article 107 de nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires

Ce rapport d'orientations budgétaires doit porter sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement, présenter les engagements pluriannuels, les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée, mais également fournir des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Un document de présentation joint en annexe expose donc des éléments de contexte, une analyse rétrospective et les directions de travail pour l'année 2019 et les années suivantes (partie 1). Il est accompagné d'annexes légales : le rapport rétro-prospectif (partie 2), l'état de la dette (partie 3), l'état des engagements de la collectivité (partie 4) et l'état des effectifs et des dépenses relatives au personnel (partie 5).

Ce rapport donne lieu à un débat et est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

ARTICLE UNIQUE - APPROUVER le rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2019.

Pour (44) : Mesdames et Messieurs :

AFKIR, AMSELEM, AMY, Ayme, BECCIU, BERNOT, BERTHOMIEU, BONO, BOUILLARD, CARGNINO, CATHALA, CELLARIER, CHASSAIN, CHAUVIN, CORREARD, DE CAMARET, DEMISSY, DOUMENC, DUCROS, DUPONT, DURAND, FERRER, GONNET, GRZYB, HENRY, JUAN, KOUKAS, LAUGIER, LEXCELLENT, LIMOUSIN, MACCHI-AYME, MADELEINE, MARTINEZ, MASSON, MEBAREK, PETITJEAN, MOURISARD, PICQUET, PORTELA, RAFAI, SCHIAVETTI, RIVAS, TEIXIER, VULPIAN

Abstentions (1) : Madame/Monsieur :

GIMENEZ

LA DÉLIBÉRATION MISE AUX VOIX EST ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS.

« signé »

**Le Président
Claude VULPIAN**



Rapport sur les orientations budgétaires 2019

« Solidarités et Développement »



Sommaire du ROB

- ➔ Éléments de contexte
- ➔ Rétrospective sur la mobilisation des moyens communautaires
- ➔ Orientations budgétaires 2019
- ➔ Prospective

Éléments de contexte

↪ Les finances publiques en France :

- Les principaux instituts de conjoncture ont revu leurs prévisions de croissance à la baisse depuis l'automne 2018. **La croissance économique** se situerait plutôt autour de **+1,5% en 2018** et 2019, contre **+ 1,7% dans le PLF 2019**.
- Le **déficit public** 2019 se situerait autour de **3.2%**
- Objectif de maîtrise de l'évolution **des dépenses de fonctionnement** à **1.2 %** (objectif contrôlé par la contractualisation pour 322 collectivités et établissements intercommunaux). **ACCM échappe à cette obligation du fait du mode de calcul retenu.**

Les finances des intercommunalités

↳ Les dotations :

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

- Avec une enveloppe 26,94 milliards d'€ à répartir entre communes, EPCI et départements,, la DGF accuse **une baisse de 12 M€** par rapport à 2018.
 - Depuis 2018, pas de nouvelle tranche de redressement des comptes publics. Toutefois, les prélèvements sur fiscalité sont reconduits chaque année (en cas de DGF négative)
 - Réforme de la dotation d'intercommunalité art 250 LFI 2019 ↔ art L. 5211-28 CGCT
 - En 2019, le montant de **la dotation d'intercommunalité est égal au montant versé en 2018**, augmenté de 30 M€ (abondement qui sera reconduit chaque année) + 7 M€ (abondement exceptionnel qui ne sera pas reconduit) + 29 M€ (réalimentation en 2019 des DGF négatives).
- **La dotation d'intercommunalité** est répartie entre les EPCI à fiscalité propre, après prélèvement des sommes nécessaires à la mise en œuvre des garanties, à raison de 30 % pour la dotation de base et de 70 % pour la dotation de péréquation.
- **Dotation de compensation**
- est écrêtée chaque année de manière uniforme pour tous les EPCI (taux de minoration décidé par le Comité des Finances Locales : pour mémoire -2,09% en 2018)
 - Nouvelle règle relative au CIF : plafonné à 0,6 à compter de 2019 pour EPCI (ACCM = 0,34)

Les finances des intercommunalités

➤ **Nouvelles dispositions adoptées dans la LFI 2019 :**

Dégrèvement TH

- le dégrèvement spécial à 100% qui aurait été appliqué en 2018 est transformé en exonération 2018
- les contribuables qui auraient dû acquitter une part de TH en 2018 sont exonérés à 100% de leur TH 2018
- S'agissant de nouvelles exonérations portant sur la TH 2018, les collectivités locales percevront la compensation en 2019 → + 110 M€ de compensations d'exonérations TH

Exonération de cotisation minimum de CFE

- A compter de 2019, exonération de cotisation minimum de CFE si CA ≤ 5000 €.
- Les redevables réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes ≤ à 5000 € sont exonérés du paiement de la CFE minimum ainsi que des droits additionnels (CCI, chambre de métiers et de l'artisanat). La mesure n'entre en vigueur qu'en 2019 après fiabilisation du processus de récupération automatique du montant du chiffre d'affaires. Les collectivités locales et chambres consulaires perçoivent une compensation versée par l'Etat

Les finances des intercommunalités

↳ Fiscalité et déchets

Plusieurs mesures sont inscrites dans la LFI 2019 et doivent contribuer à ce que soient atteints les objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en accentuant l'effet incitatif de chacune des taxes concernées :

- des mesures visant à simplifier et dynamiser le déploiement de la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- renforcement de la composante « déchets » de la TGAP
- la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux prestations de prévention et de valorisation matière des déchets pris en charge par le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers des collectivités
- aménagement de la TEOM art 23 LFI 2019 - objectifs
 - préciser les dépenses qui peuvent être financées par la TEOM et réduire les risques de contentieux
 - inciter et faciliter la mise en œuvre de la part incitative de TEOM
 - responsabiliser les collectivités locales

Les finances des intercommunalités

↳ Mesures de soutien à l'investissement local

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards d'euros dans le PLF 2019, avec des contraintes fixées par la loi :

- élargir le critère fondé sur l'éligibilité à la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- dé plafonner le nombre de communes éligibles à la DPV (aujourd'hui fixé à 180 communes) : 199 communes seraient éligibles en 2019, dont 17 en Outre - mer.

Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Elle reste inchangée à 1 046 millions d'euros en 2019. Quand la dotation est accordée dans le cadre d'un contrat passé entre l'Etat et la collectivité, les maîtres d'ouvrage désignés par le contrat peuvent maintenant être bénéficiaires de la subvention.

Les finances des intercommunalités

↳ Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) :

Elle s'élève à 570 millions d'euros pour 2019, contre 615 millions d'euros dans la LFI 2018. Le PLF ajuste également le millésime de la population à prendre en compte pour la répartition des montants alloués à chacune des collectivités.

| Millions € | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------|--------------|---------------------|------------|
| | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 |
| Dotation équipement territoires ruraux (DETR) | 1 046 | 1 046 | 816 | 807 |
| Dotation soutien à l'investissement local (DSIL) | 615 | 570 | 456 | 503 |
| Dotation Politique de la ville (DPV) | 150 | 150 | 101 | 111 |

↳ Automatisation du FCVTA

- Entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA reportée au 01/01/2020
- Délai supplémentaire pour finaliser les travaux informatiques interministériels (développer une application spécifique pour le ministère de l'intérieur et des interfaces avec Hélios et Chorus)

Contexte socio-économique local

Les orientations budgétaires développées dans ce document tiennent compte des contraintes réglementaires et respectent les principes de prudence et de sincérité, garants du respect des grands équilibres financiers d'ACCM.

↳ Point sur l'évolution des principales ressources fiscales

➤ Evolution du produit de l'impôt économique (CFE + CVAE = CET)

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 estim ^o |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| CFE | 13 051 379 € | 13 347 003 € | 13 787 492 € | 14 453 455 € | 15 887 058 € |
| CVAE | 3 916 265 € | 4 048 112 € | 4 419 823 € | 4 147 506 € | 4 565 894 € |
| Total CET | 16 967 644 € | 17 395 115 € | 18 207 315 € | 18 600 961 € | 20 452 952 € |
| TASCOM | 1 000 567 € | 993 092 € | 1 237 676 € | 979 544 € | 1 004 033 € |
| IFER | 631 403 € | 644 495 € | 710 369 € | 700 999 € | 718 524 € |
| Total impôt économique | 18 599 614 € | 19 032 702 € | 20 155 360 € | 20 281 504 € | 22 175 509 € |

Les recettes de l'impôt économique représentent **64,36 %** des recettes fiscales.

A noter l'intégration dans l'évolution des recettes de CFE en 2019 des recettes supplémentaires induites par l'installation d'Amazon en zone économique de Saint-Martin-de-Crau.

Contexte socio-économique local

➤ Evolution du produit des recettes fiscales prélevées sur les ménages

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 estim ^o |
|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| TH | 11 768 053 € | 11 531 256 € | 11 665 621 € | 11 744 445 € | 12 038 056 € |
| TFNB | 123 196 € | 122 950 € | 118 010 € | 119 958 € | 121 158 € |
| Taxe additionnelle TFNB | 150 776 € | 141 651 € | 122 657 € | 118 369 € | 120 736 € |
| Total impôt ménage | 12 042 025 € | 11 795 857 € | 11 906 288 € | 11 982 772 € | 12 279 950 € |

Les recettes de l'impôt ménage représentent **35,64 %** des recettes fiscales.

A ces recettes s'ajoute la **taxe Gemapi**. Par délibération 2018-140 du 26 septembre le conseil communautaire a fixé le produit attendu de la taxe Gemapi au titre de l'exercice 2019 à **1,2 M€**. A noter que le montant de cette taxe est plafonné à **40 € par personne**.

Évolution institutionnelle du Pays d'Arles

- ACCM a intenté un recours contre la décision du préfet de ne pas prendre d'arrêté de périmètre -> le processus de fusion des 3 EPCI du pays d'Arles est suspendu,
- L'environnement demeure instable mais la perspective d'un statu quo plus ou moins prolongé se dessine,
- Le territoire ne peut mettre en suspens ses activités : tout au contraire, ces orientations prospectives prévoient d'engager les projets qui doivent l'être en mobilisant les moyens du territoire, tout en développant significativement les partenariats avec son environnement institutionnel : le PETR, les intercommunalités voisines, le département, la région, mais aussi la métropole AMP, celle de Nîmes, le territoire avignonnais, etc..

Rétrospective sur la mobilisation des moyens communautaires

Le coût des politiques publiques communautaires

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

 SLOW

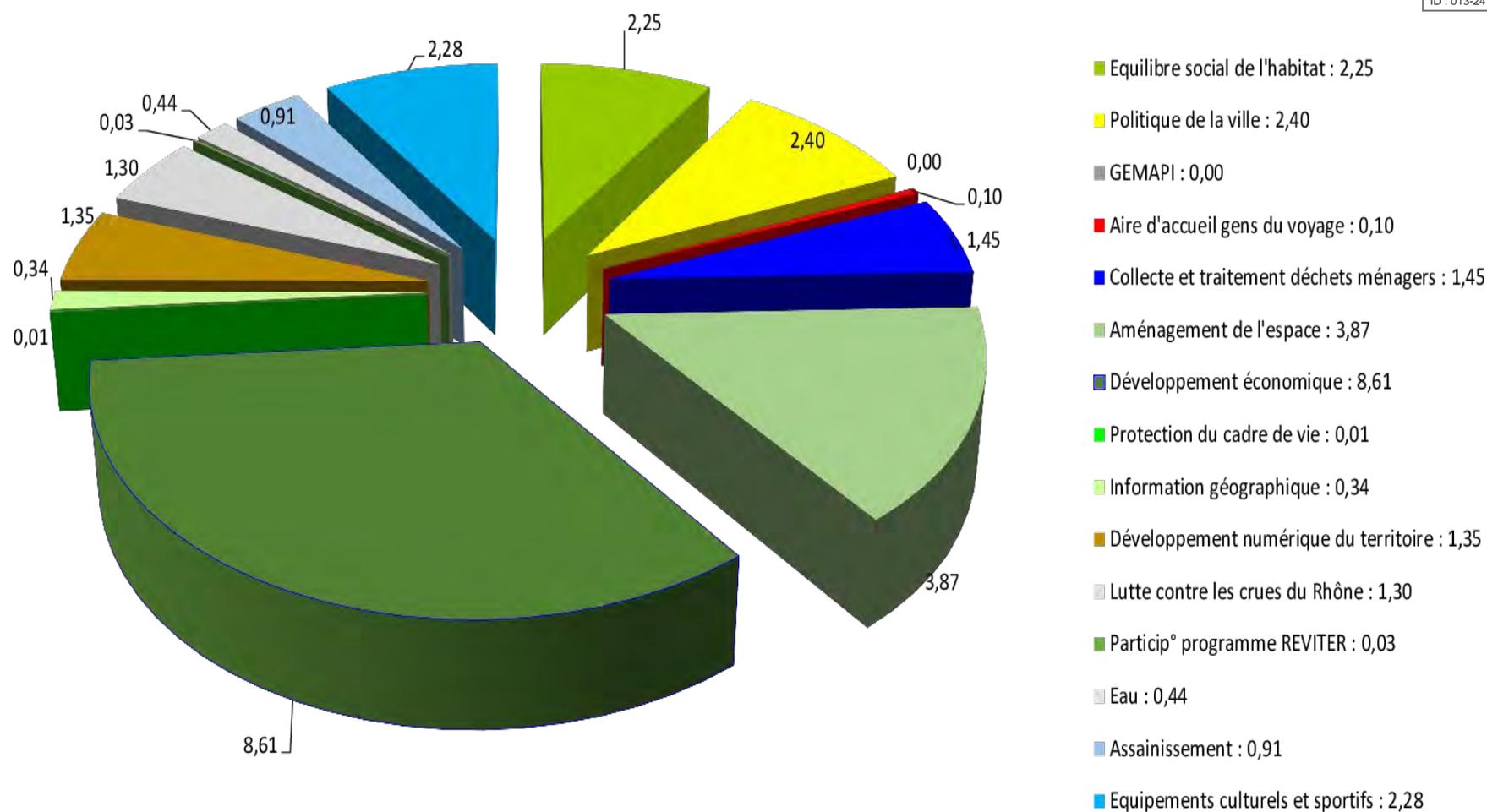
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Une analyse des coûts des politiques publiques a été réalisée sur la base des données du CA 2017 (les seules complètes) en intégrant l'ensemble des coûts (dépenses d'investissement et de fonctionnement) et l'ensemble des recettes (subventions, produits des services, etc.). **Elle met en évidence la mobilisation importante des moyens directement consacrés :**

- Au développement économique : réalisation et entretien des zones d'activités, soutien aux acteurs locaux, attribution de primes (FISAC)
- À l'eau et l'assainissement : développement du réseau, création et modernisation des installations de traitement, etc. mais également la compétence GEMAPI
- À l'habitat : aides à la pierre et OPAH
- Aux transports (qui relève de la compétence aménagement de l'espace) : la DSP est parmi les plus coûteuses au regard, notamment, de sa trop faible fréquentation
- À la collecte et au traitement des déchets
- À l'enseignement musical avec le conservatoire
- À la politique de la ville et à la rénovation urbaine

Présentation du coût net 2017 en M€ toutes compétences confondues

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE



A noter : GEMAPI à partir de 2018

Quelques uns des résultats obtenus par ces politiques

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

SLO

ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

- Les aides à l'habitat (8 M€ de fonds propres pour créer ou réhabiliter plus de 2.000 logements) ont contribué à améliorer les conditions de vie des habitants et à produire du logement accessible,
- Les primes FISAC (plus de 900 K€ de fonds propres distribués par ACCM) ont soutenu fortement le commerce local (104 bénéficiaires) qui a pu investir en tout près de 2,4 M€,
- 1 500 personnes accèdent à la pratique musicale dans des conditions optimales avec le conservatoire,
- La mise à niveau de l'assainissement collectif est très significative : 33,4 millions d'Euros y ont été consacrés, pour la réalisation de stations d'épuration essentiellement.

Le soutien apporté aux villes

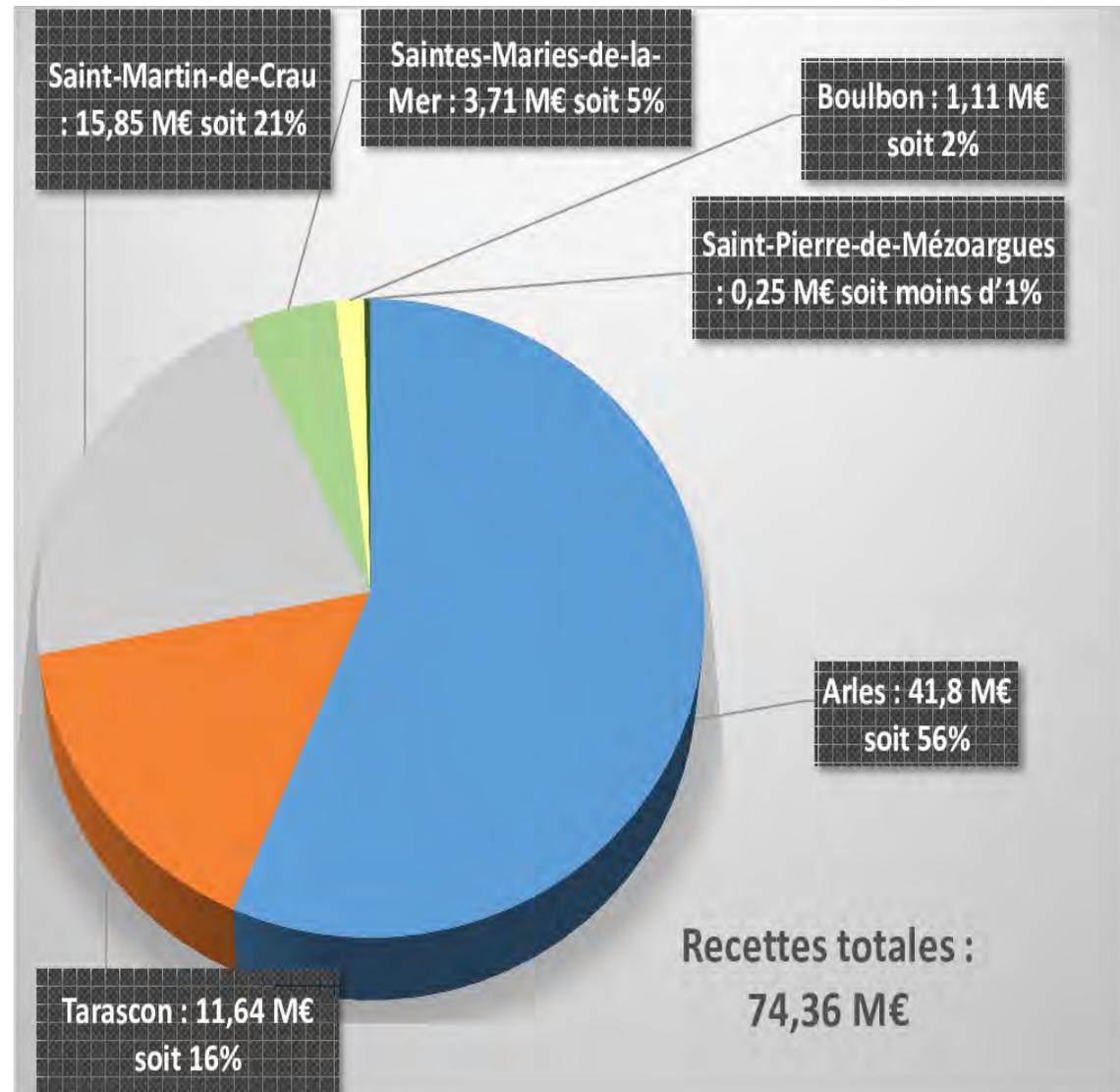
ACCM se caractérise également par **l'importance de la solidarité qu'elle développe en direction de ses villes membres** et qui se manifeste par :

- **L'attribution de compensation (AC)** de 5 des 6 villes est basée sur l'ancienne taxe professionnelle dont la réforme (intervenue en 2010) n'a pas été favorable à notre territoire (FNGIR et DCRTP importants) ; qui plus est, certaines entreprises ont rencontré des difficultés qui ont été amorties par le transfert à l'agglomération (l'AC n'évolue pas avec le produit fiscal),
- **L'évaluation des transferts de compétences a été favorable aux villes** : la compétence déchets illustre particulièrement ce point. Elle s'avère déficitaire dès l'année de son transfert de plus d'un million d'euros ; en outre, les investissements transférés (matériels, équipements, etc.) nécessitent d'importants efforts de modernisation,
- **La coûteuse contractualisation préalable aux transferts de compétences** : certaines villes ont transféré des contrats qu'elles venaient juste de conclure selon leurs seules normes communales,
- **La dotation de solidarité communautaire (DSC)** est une faculté (hormis pour les villes accueillant des quartiers QPV mais sur une fraction de l'évolution des bases de fiscalité économique). Depuis sa création jusqu'en 2018 inclus, ACCM a attribué **78,5** millions d'Euros de DSC à ses villes membres,
- **Les investissements réalisés sur les villes membres** durant les années passées ont surtout porté sur l'eau et l'assainissement mais aussi sur l'aménagement et le développement économique.

La contribution 2017 de chaque ville aux recettes d'ACCM

Ce graphique illustre la contribution de chaque ville aux recettes d'ACCM : fiscalité ménage et économique (en partie compensée par l'attribution de compensation) et dotations rapportées à l'habitant.

Chiffres CA 2017

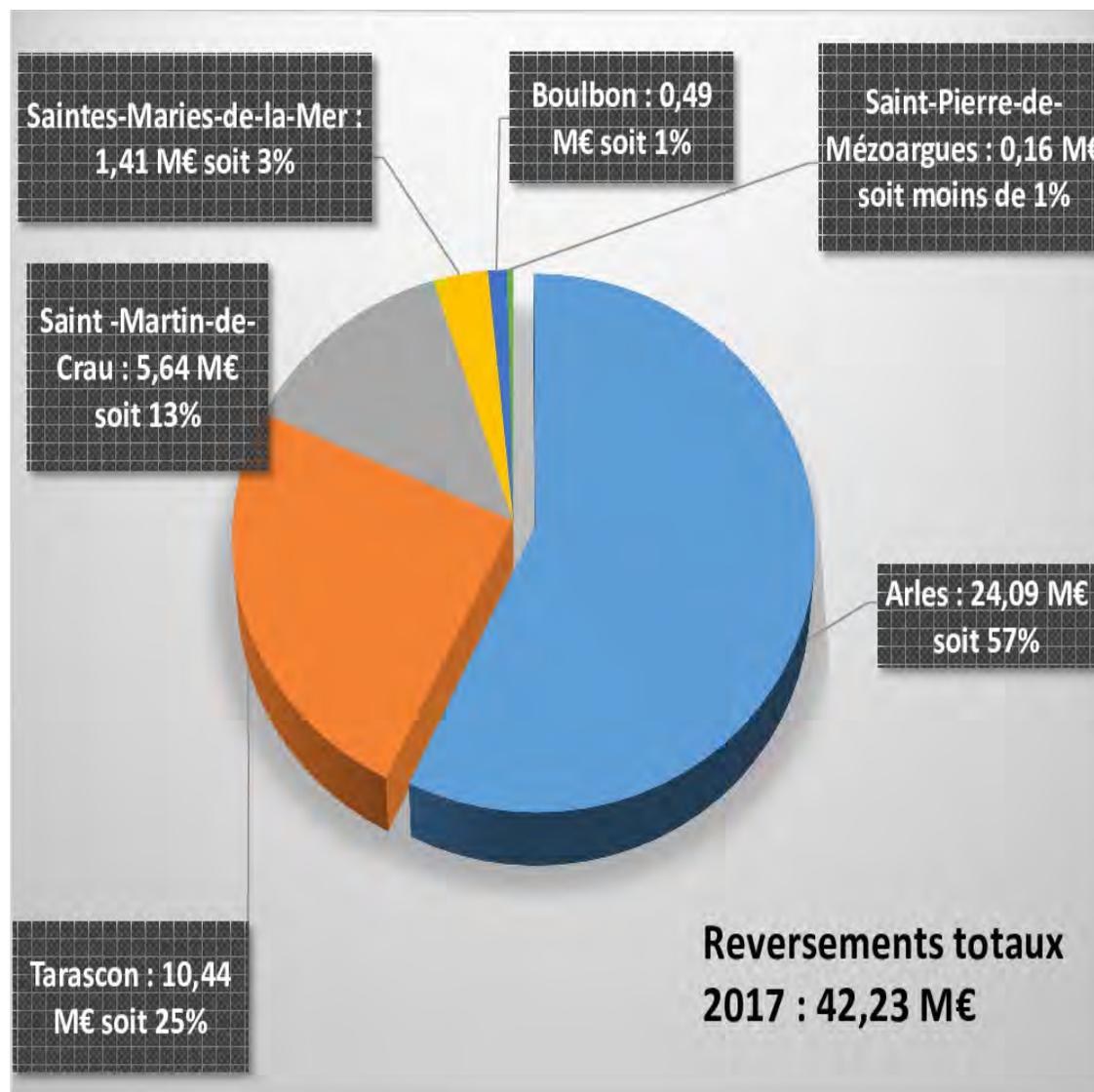


Les reversements opérés en 2017 par ACCM aux villes en M€ (AC et DSC)

L'attribution de compensation (AC) équivaut à la taxe professionnelle (la fiscalité économique) apportée par chaque ville lors de son adhésion, minorée du coût des transferts de compétence. C'est une dépense obligatoire.

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est facultative, sauf, en cas d'absence de pacte financier pour les villes dotées de quartiers QPV.

| | AC | DSC | Total |
|----------------------------|-------|------|-------|
| Arles | 20,19 | 3,90 | 24,09 |
| Boulbon | 0,30 | 0,19 | 0,49 |
| Saint -Martin-de-Crau | 4,24 | 1,40 | 5,64 |
| Tarascon | 9,14 | 1,30 | 10,44 |
| Saint-Pierre-de-Mézoargues | 0,05 | 0,11 | 0,16 |
| Saintes-Maries-de-la-Mer | 1,18 | 0,23 | 1,41 |
| | 35,10 | 7,13 | 42,23 |



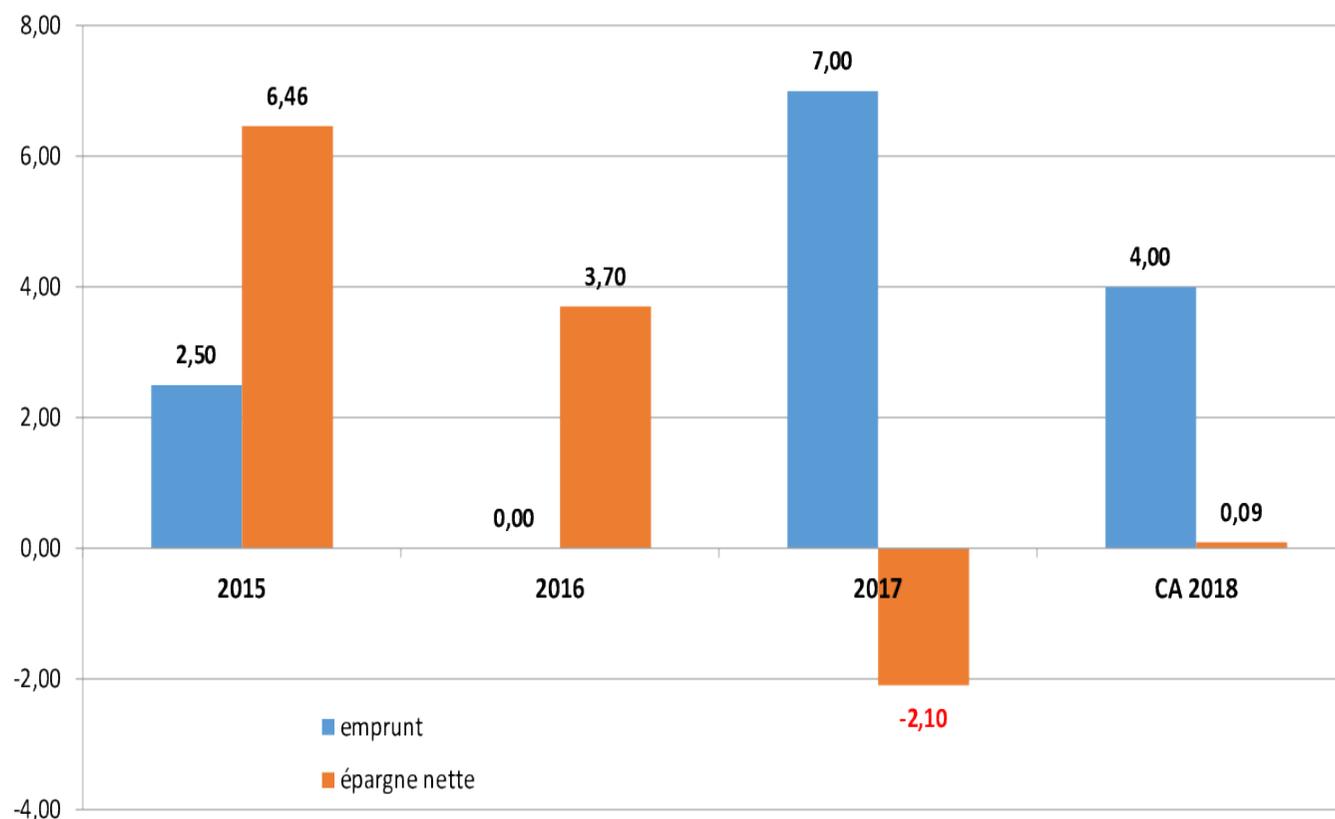
Le budget réel de fonctionnement de l'intercommunalité (net des AC versées aux villes) s'établit à 46,7 M€.

La logique dégradation des marges de manœuvre de l'intercommunalité due à...

- **La relative faiblesse de la recette fiscale** : le produit fiscal a baissé en 2016 et 2017 (les résultats définitifs ne sont pas encore connus pour 2018). La raison principale : les impacts de la fiscalité de la zone logistique de St-Martin de Crau (rôles supplémentaires, entreprises rapidement disparues, classement des activités, etc.). Vraisemblablement, c'est le niveau de recettes 2017 qui doit servir de base aux prévisions (les recettes 2018 ne sont pas connues en totalité).
- **la déconnexion tarification/taxe-coût du service** : elle est importante pour de nombreux services (conservatoire, transports, SPANC, et même DMA) -> l'étude d'un plus juste rapport coût/tarif est impératif pour ne pas faire peser sur le contribuable l'essentiel du poids des dépenses.
- **La croissance des dépenses sur lesquelles ACCM a peu de prise** : marchés (compétence déchets notamment) et DSP (transports, eau et assainissement) mais aussi ressources humaines **et l'importance des recettes affectées** : versement transport (4,2 M€), TEOM (14,84 M€) et taxe GEMAPI (1,2 M€).

La dégradation des marges de manoeuvre se traduit dans le rapport épargne nette (autofinancement)/emprunt de 2015 (réalisé) à 2018 (CA) en M€

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
 Reçu en préfecture le 08/03/2019
 Affiché le 08/03/2019 
 ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE



Epargne nette :

recettes fonctionnement

moins dépenses fonctionnement (dont remboursement des intérêts de la dette)

moins remboursement de la dette en capital

Recettes de fonctionnement

Principalement :

- Impôts et taxes (contributions directes, FNGIR, FPIC)
- Dotations de l'Etat

(présentation de l'évolution de ces recettes de fonctionnement page suivante)

Conclusion rétrospective

- Depuis sa création, ACCM a significativement contribué à soutenir le fonctionnement des villes par différents moyens directs et indirects.
- L'agglomération a poursuivi des politiques publiques généreuses sans ajuster ses recettes à ses dépenses.
- Un effet ciseaux se manifeste sur la section de fonctionnement avec des dépenses qui croissent plus vite que les recettes au détriment de l'autofinancement.
- Des corrections doivent intervenir pour permettre le lancement d'opérations d'investissement qui correspondent aux besoins du territoire et pour garantir le bon fonctionnement des services publics locaux.
- Un excédent cumulé issu des exercices antérieurs à 2017 peut constituer une source de financement des investissements : à fin 2018 il est de 8,5 M€. Il sera utilisé en totalité pour financer l'investissement 2019.
- La dette doit être surveillée : elle offre encore des opportunités mais doit être activée avec discernement pour ne pas obérer l'avenir.

Orientations budgétaires 2019

Décider et agir dans un contexte incertain...

Rigueur renforcée

- Maîtrise des dépenses courantes : volonté affichée de contenir l'évolution des dépenses courantes : une prévision de dépenses de fonctionnement de 79 M€ en 2019 (contre 82 M€ en 2018),
- Les budgets annexes des transports (10,2 M€) et des papèteries Etienne (1,67 M€) créés pour faciliter le pilotage et améliorer la visibilité des coûts,
- Tarification systématique des prestations assurées pour le compte de tiers (villes, entreprises, etc.),
- Préparation budgétaire basée sur les réalisations de l'année passée et exigence de justification de la capacité de réaliser les programmes de travaux proposés,
- Organisation d'un contrôle de gestion pour soutenir l'exécution budgétaire,
- Un recours à l'emprunt maîtrisé dans tous les budgets pour maintenir le ratio de désendettement en-dessous de 11 années.
- Pour permettre le redéploiement de moyens sur des secteurs qui ont besoin de financements, limitation des dépenses sur certaines politiques qui ont déjà mobilisé des moyens importants.

Maintien de la solidarité

- En direction des contribuables : aucune augmentation fiscale en 2019 (les taux de fiscalité ménage sont inchangés depuis la création de l'intercommunalité ; il y a eu lissage des taux de la fiscalité économique), faible voire inexistante revalorisation des coûts des services (mais le maintien de cette ligne nécessitera d'importants efforts) et plus grande écoute des usagers,
- En direction des acteurs du territoire : enveloppe de subventions (1,9 M€) identique à celle de 2018 et soutien aux acteurs économiques (de l'ESS par exemple),
- En direction des villes : maintien d'une DSC à un niveau élevé (5,435 M€) + création d'un fonds de soutien aux investissements visant la préservation de l'environnement et la valorisation énergétique (1M€),
- En direction des agents : soutien à la formation, amélioration des conditions de travail (agents des DMA), recrutement sur des postes créateurs de richesse et ajustement des effectifs aux besoins.

Ambition en matière de développement

- Durant ses premières années, ACCM a constitué un excédent cumulé qui a été, en partie, consommé par les 2 années qui viennent de s'écouler : le choix proposé est celui d'une mobilisation totale de cet excédent pour booster l'investissement, le budget d'investissement proposé est de **27 millions d'euros** sur le budget principal.
- La phase travaux pour la ZAE du Roubian (**1,5 M€**) et pour la partie bâtie du site des Papèteries Etienne qui accueillent les RIP, Illotopie et Archéomed (**1,67 M€**),
- L'intervention économique pour préserver l'abattoir de Tarascon, enjeu majeur pour la filière élevage locale (**1 M€ net**),
- Le programme cœur de ville qui mobilise de nombreuses politiques pour soutenir l'attractivité du territoire et qui se traduit par la poursuite du FISAC (**0,28 M€**), le maintien d'une OPAH dans le secteur cœur de ville (**0,2 M€**), l'ouverture de crédits pour financer des acquisitions d'immobilier et de commerces si besoin (**0,1 M€**), etc.
- L'ambition d'un projet de tourisme intercommunal qui prend son envol et qui contribue au développement du territoire (**0,34 M€**).
- La perspective du recours à un urbaniste pour travailler sur une programmation urbaine du site des Minimes, des papèteries et du pôle d'échange multimodal d'Arles (**0,12 M€**).

Impératif de préservation des qualités environnementales du territoire

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019 
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

- Le projet d'embranchement ferré pour la zone logistique de Saint-Martin-de-Crau (0,11 M€ pour la poursuite des études),
- La poursuite du renouvellement des véhicules au GNV (0,25 M€),
- L'étude de la mise en place de la redevance spéciale pour l'enlèvement des déchets des professionnels afin de permettre la nécessaire modernisation des déchetteries,
- Le travail sur l'ajustement du service du transport aux attentes des usagers pour augmenter la fréquentation des lignes,
- La maîtrise d'ouvrage d'opérations lourdes : aqueduc de Haute-Crau 0,36 M€ à charge d'ACCM pour une opération estimée autour de 4M€),
- La perspective d'un schéma directeur des mobilités actives, voire de la réalisation de pistes cyclables, dans le cadre du plan vélo.

Prospective

La prospective établie ne tient pas compte d'une évolution institutionnelle

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019 
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

- Elle repose sur la poursuite d'investissements en faveur du développement,
- Elle est conditionnée par l'amélioration de la situation financière d'ACCM,
- Elle nécessite un étalement de l'emprunt pour que la dette soit contenue dans un volume compatible avec les ratios de désendettement.
- Elle intègre un volume de subventions significatifs (département, région, Etat, Europe).

Prospective budget principal

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

| | Rétrospective | | | Prospective | | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Produit des contributions directes | 28 983 116 | 27 299 963 | 26 372 868 | 27 385 363 | 28 167 009 | 28 948 198 | 29 751 270 | 30 576 843 | 31 425 552 | 32 298 051 |
| Fiscalité transférée | 14 979 284 | 15 116 718 | 15 798 887 | 15 248 942 | 15 709 344 | 15 751 798 | 15 819 190 | 15 887 043 | 15 955 367 | 16 024 175 |
| Fiscalité indirecte | 4 285 878 | 4 389 976 | 18 670 888 | 20 820 616 | 16 922 357 | 17 949 950 | 18 480 948 | 17 915 403 | 17 853 367 | 18 094 121 |
| Dotations | 18 334 934 | 19 449 813 | 19 042 595 | 18 829 997 | 18 739 403 | 17 956 519 | 18 012 008 | 17 860 232 | 17 701 134 | 17 712 040 |
| Autres recettes d'exploitation | 1 125 868 | 961 437 | 1 224 698 | 1 528 712 | 2 168 360 | 1 929 617 | 1 968 844 | 2 005 063 | 2 044 300 | 2 084 580 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 67 709 080 | 67 217 908 | 81 109 937 | 83 813 630 | 81 706 472 | 82 536 083 | 84 030 259 | 84 244 584 | 84 979 720 | 86 212 967 |
| Charges à caractère général (chap 011) | 13 217 485 | 13 372 856 | 22 820 509 | 24 408 460 | 17 372 643 | 17 091 036 | 17 224 616 | 17 338 448 | 17 157 535 | 17 123 877 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 4 053 743 | 4 235 729 | 10 716 199 | 11 880 808 | 12 775 500 | 12 939 878 | 13 004 577 | 13 069 600 | 13 134 948 | 13 200 623 |
| Atténuation de produit (chap 014) | 41 471 105 | 42 661 512 | 44 190 815 | 41 681 367 | 41 012 060 | 41 073 121 | 41 138 972 | 41 210 079 | 41 286 957 | 41 287 957 |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 1 591 172 | 2 095 285 | 4 264 546 | 4 177 130 | 4 462 016 | 4 794 161 | 4 862 138 | 4 917 655 | 4 974 282 | 5 032 042 |
| Intérêts de la dette (art 68111) | 327 760 | 360 092 | 328 227 | 422 420 | 439 543 | 459 579 | 648 466 | 728 774 | 748 642 | 712 380 |
| Autres dépenses de fonctionnement | 24 073 | 52 544 | 50 128 | 52 386 | 3 648 539 | 3 492 047 | 3 351 297 | 3 298 724 | 3 239 296 | 3 067 980 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 60 685 337 | 62 778 018 | 82 370 423 | 82 622 571 | 79 710 301 | 79 849 822 | 80 230 066 | 80 563 280 | 80 541 660 | 80 424 859 |
| Epargne de gestion | 7 351 503 | 4 799 983 | - 932 260 | 1 613 479 | 2 435 714 | 3 145 840 | 4 448 659 | 4 410 078 | 5 186 702 | 6 500 488 |
| Intérêts de la dette | 327 760 | 360 092 | 328 227 | 422 420 | 439 543 | 459 579 | 648 466 | 728 774 | 748 642 | 712 380 |
| Epargne brute | 7 023 743 | 4 439 891 | - 1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 561 596 | 734 326 | 740 782 | 1 097 471 | 1 371 130 | 1 566 149 | 2 333 978 | 2 705 407 | 2 999 093 | 3 133 938 |
| Epargne nette | 6 462 147 | 3 705 564 | - 2 001 268 | 93 587 | 625 041 | 1 120 112 | 1 466 214 | 975 896 | 1 438 967 | 2 654 170 |
| FCTVA (art 10222) | 387 019 | 420 460 | 1 471 925 | 1 172 866 | 2 813 515 | 2 647 073 | 1 614 078 | 940 769 | 548 714 | 499 502 |
| Emprunts | 2 500 000 | 0 | 7 000 000 | 4 000 000 | 3 200 000 | 12 900 000 | 7 600 000 | 4 500 000 | 1 700 000 | 0 |
| Autres recettes | 1 318 841 | 2 857 797 | 5 419 414 | 4 533 314 | 9 467 691 | 7 607 385 | 6 396 702 | 4 895 163 | 3 512 595 | 3 226 941 |
| Total des recettes réelles d'investissement | 4 205 861 | 3 278 267 | 13 891 339 | 9 706 180 | 15 481 206 | 23 154 458 | 15 610 780 | 10 336 932 | 5 761 309 | 3 726 443 |
| Sous-total dépenses d'équipement | 3 952 534 | 8 283 264 | 17 452 595 | 9 152 724 | 25 894 369 | 24 459 756 | 17 047 817 | 11 323 304 | 7 115 076 | 6 270 536 |
| Autres investissements hors PPI | 62 523 | 88 756 | 1 839 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 561 596 | 734 326 | 740 782 | 1 097 471 | 1 371 130 | 1 566 149 | 2 333 978 | 2 705 407 | 2 999 093 | 3 133 938 |
| Autres dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Capacité d'investissement résiduelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | 4 576 652 | 9 106 346 | 18 195 216 | 10 250 195 | 27 265 499 | 26 025 905 | 19 381 795 | 14 028 711 | 10 114 169 | 9 404 474 |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 9 637 867 | 16 290 819 | 14 902 620 | 9 338 257 | 9 985 300 | 197 175 | 11 989 | 41 166 | 29 691 | 114 888 |
| Résultat de l'exercice | 6 652 951 | - 1 388 198 | - 5 564 363 | 647 043 | - 9 788 125 | - 185 186 | 29 177 | - 11 475 | 85 196 | 110 079 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 16 290 819 | 14 902 620 | 9 338 257 | 9 985 300 | 197 175 | 11 989 | 41 166 | 29 691 | 114 888 | 224 967 |
| Capital Restant Dû cumulé au 01/01 | 7 601 553 | 9 519 594 | 8 936 543 | 15 044 486 | 17 947 015 | 19 775 885 | 31 109 735 | 36 375 757 | 38 170 351 | 36 871 258 |
| Capital Restant Dû cumulé au 31/12 | 9 519 594 | 8 936 543 | 15 044 486 | 17 947 015 | 19 775 885 | 31 109 735 | 36 375 757 | 38 170 351 | 36 871 258 | 33 737 320 |
| Ratio de désendettement | 1,36 | 2,01 | -11,94 | 15,07 | 9,91 | 11,68 | 9,57 | 10,37 | 8,31 | 5,83 |

Prospective budget annexe de l'eau

| | Rétrospective | | | Prospective | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises (chap 70) | 2 124 142 | 4 425 128 | 6 436 031 | 6 117 941 | 6 155 200 | 6 185 200 | 6 185 200 | 6 185 200 | 6 185 200 | 6 185 200 |
| Subventions d'exploitation (chap 74) | 6 750 | 0 | 4 470 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres produits de gestion courante (chap 75) | 350 685 | 89 079 | 117 594 | 48 642 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| Autres recettes d'exploitation | 2 081 | 345 408 | 615 168 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 2 483 658 | 4 859 615 | 7 173 263 | 6 166 583 | 6 255 200 | 6 285 200 |
| Charges à caractère général (chap 011) | 63 059 | 2 446 475 | 5 191 433 | 4 566 635 | 4 870 229 | 4 530 200 | 4 530 200 | 4 530 200 | 4 530 200 | 4 530 200 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 225 232 | 200 274 | 226 933 | 253 333 | 285 733 | 291 448 | 297 277 | 303 222 | 309 287 | 315 472 |
| Atténuation de produit (chap 014) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 000 | 70 000 | 70 000 | 70 000 | 70 000 | 70 000 |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 214 665 | 200 904 | 187 599 | 175 404 | 163 858 | 152 663 | 159 250 | 188 250 | 193 237 | 204 831 |
| Autres dépenses de fonctionnement | - 9 526 | - 8 914 | - 9 290 | - 8 777 | - 8 560 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 493 431 | 2 838 739 | 5 596 675 | 4 986 695 | 5 381 261 | 5 044 310 | 5 056 727 | 5 091 672 | 5 102 724 | 5 120 503 |
| Epargne de gestion | 2 204 892 | 2 221 780 | 1 764 186 | 1 355 392 | 1 037 798 | 1 393 652 | 1 387 723 | 1 381 778 | 1 375 713 | 1 369 628 |
| Intérêts de la dette | 214 665 | 200 904 | 187 599 | 175 404 | 163 858 | 152 663 | 159 250 | 188 250 | 193 237 | 204 831 |
| Epargne brute | 1 990 227 | 2 020 875 | 1 576 588 | 1 179 988 | 873 940 | 1 240 890 | 1 228 473 | 1 193 528 | 1 182 476 | 1 164 697 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 405 318 | 420 500 | 423 653 | 426 660 | 438 853 | 456 701 | 497 663 | 569 887 | 593 186 | 545 020 |
| Epargne nette | 1 584 909 | 1 600 375 | 1 152 935 | 753 328 | 435 086 | 784 189 | 730 810 | 623 641 | 589 291 | 619 676 |
| Emprunts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 600 000 | 1 400 000 | 700 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Autres recettes | 522 100 | 2 883 | 229 177 | 228 187 | 841 796 | 471 000 | 225 000 | 541 667 | 125 000 | 125 000 |
| Total des recettes réelles d'investissement | 522 100 | 2 883 | 229 177 | 228 187 | 841 796 | 1 071 000 | 1 625 000 | 1 241 667 | 1 125 000 | 1 125 000 |
| Sous-total dépenses d'équipement | 1 026 620 | 1 877 302 | 1 820 878 | 1 484 060 | 2 522 119 | 2 185 000 | 2 330 000 | 1 920 000 | 1 720 000 | 1 720 000 |
| Autres investissements hors PPI | 0 | 0 | 59 096 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 405 318 | 420 500 | 423 653 | 426 660 | 438 853 | 456 701 | 497 663 | 569 887 | 593 186 | 545 020 |
| Autres dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Capacité d'investissement résiduelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | 1 431 938 | 2 297 802 | 2 303 628 | 1 910 720 | 2 960 972 | 2 641 701 | 2 827 663 | 2 489 887 | 2 313 186 | 2 265 020 |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 1 716 646 | 2 917 393 | 2 643 350 | 2 145 487 | 1 642 942 | 397 706 | 67 895 | 93 706 | 39 013 | 33 304 |
| Résultat de l'exercice | 1 080 388 | - 274 043 | - 497 863 | - 502 545 | - 1 245 236 | - 329 811 | 25 811 | - 54 692 | - 6 710 | 24 676 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 2 797 034 | 2 643 350 | 2 145 487 | 1 642 942 | 397 706 | 67 895 | 93 706 | 39 013 | 33 304 | 57 980 |
| Capital Restant Dû cumulé au 01/01 | 0 | 5 894 430 | 5 298 804 | 5 050 277 | 4 623 617 | 4 184 764 | 4 328 063 | 5 230 401 | 5 360 514 | 5 767 328 |
| Capital Restant Dû cumulé au 31/12 | 5 894 430 | 5 298 804 | 5 050 277 | 4 623 617 | 4 184 764 | 4 328 063 | 5 230 401 | 5 360 514 | 5 767 328 | 6 222 308 |
| Ratio de désendettement | 2,96 | 2,62 | 3,20 | 3,92 | 4,79 | 3,49 | 4,26 | 4,49 | 4,88 | 5,34 |

Prospective budget annexe de l'assainissement

| | Retrospective | | | Prospective | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises (chap 70) | 2 385 031 | 4 564 858 | 6 906 307 | 6 205 628 | 6 817 800 | 6 739 110 | 6 744 271 | 6 749 484 | 6 754 749 | 6 760 066 |
| Subventions d'exploitation (chap 74) | 1 036 608 | 384 720 | 775 027 | 836 270 | 549 100 | 383 500 | 383 500 | 383 500 | 383 500 | 383 500 |
| Autres produits de gestion courante (chap 75) | 216 467 | 15 141 | 232 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres recettes d'exploitation | 0 | 746 198 | 2 047 | 52 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 3 638 107 | 5 710 917 | 7 683 612 | 7 041 950 | 7 366 900 | 7 122 610 | 7 127 771 | 7 132 984 | 7 138 249 | 7 143 566 |
| Charges à caractère général (chap 011) | 532 396 | 2 737 859 | 3 846 841 | 3 901 033 | 4 403 241 | 4 171 100 | 4 211 100 | 4 241 100 | 4 271 100 | 4 301 100 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 260 336 | 175 137 | 182 467 | 195 667 | 212 867 | 185 724 | 189 439 | 193 228 | 197 092 | 201 034 |
| Atténuation de produit (chap 014) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 8 355 | 7 847 | 1 648 | 2 719 | 32 000 | 32 000 | 32 000 | 32 000 | 32 000 | 32 000 |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 352 028 | 352 908 | 332 283 | 335 062 | 326 599 | 338 874 | 377 744 | 424 283 | 447 779 | 470 863 |
| Autres dépenses de fonctionnement | 283 135 | 235 412 | 301 611 | 103 400 | 56 118 | 52 000 | 52 000 | 52 000 | 52 000 | 52 000 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 1 436 250 | 3 509 162 | 4 664 850 | 4 537 881 | 5 030 825 | 4 779 698 | 4 862 283 | 4 942 611 | 4 999 971 | 5 056 997 |
| Epargne de gestion | 2 553 886 | 2 554 663 | 3 351 046 | 2 839 131 | 2 662 674 | 2 681 786 | 2 643 232 | 2 614 656 | 2 586 057 | 2 557 432 |
| Intérêts de la dette | 352 028 | 352 908 | 332 283 | 335 062 | 326 599 | 338 874 | 377 744 | 424 283 | 447 779 | 470 863 |
| Epargne brute | 2 201 857 | 2 201 755 | 3 018 763 | 2 504 069 | 2 336 075 | 2 342 912 | 2 265 488 | 2 190 373 | 2 138 278 | 2 086 569 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 892 425 | 940 100 | 953 354 | 1 027 214 | 1 081 707 | 1 113 829 | 1 209 060 | 1 306 840 | 1 395 586 | 1 483 363 |
| Epargne nette | 1 309 432 | 1 261 654 | 2 065 408 | 1 476 855 | 1 254 367 | 1 229 083 | 1 056 429 | 883 533 | 742 692 | 603 207 |
| Emprunts | 1 400 000 | 0 | 1 600 000 | 600 000 | 1 100 000 | 2 100 000 | 2 300 000 | 1 750 000 | 1 800 000 | 1 100 000 |
| Autres recettes | 1 351 662 | 1 665 601 | 3 185 566 | 1 180 712 | 2 277 898 | 150 097 | 100 000 | 192 000 | 394 000 | 304 000 |
| Total des recettes réelles d'investissement | 2 751 662 | 1 665 601 | 4 785 566 | 1 780 712 | 3 377 898 | 2 250 097 | 2 400 000 | 1 942 000 | 2 194 000 | 1 404 000 |
| Sous-total dépenses d'équipement | 3 998 947 | 4 470 473 | 7 441 747 | 3 107 224 | 4 599 741 | 3 550 000 | 3 410 000 | 2 870 000 | 2 860 000 | 1 960 000 |
| Autres investissements hors PPI | 0 | 8 596 | 10 388 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 892 425 | 940 100 | 953 354 | 1 027 214 | 1 081 707 | 1 113 829 | 1 209 060 | 1 306 840 | 1 395 586 | 1 483 363 |
| Autres dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Capacité d'investissement résiduelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | 4 891 372 | 5 419 169 | 8 405 489 | 4 134 438 | 5 681 448 | 4 663 829 | 4 619 060 | 4 176 840 | 4 255 586 | 3 443 363 |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 2 413 860 | 2 043 921 | 492 107 | - 109 053 | 41 290 | 73 814 | 2 993 | 49 422 | 4 956 | 81 647 |
| Résultat de l'exercice | 62 147 | - 1 551 814 | - 601 160 | 150 343 | 32 524 | - 70 821 | 46 429 | - 44 466 | 76 691 | 47 207 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 1 776 007 | 492 107 | - 109 053 | 41 290 | 73 814 | 2 993 | 49 422 | 4 956 | 81 647 | 128 854 |
| Capital Restant Dû cumulé au 01/01 | 0 | 16 308 837 | 15 504 835 | 16 015 382 | 15 588 168 | 15 606 461 | 16 592 632 | 17 683 572 | 18 126 733 | 18 531 146 |
| Capital Restant Dû cumulé au 31/12 | 16 308 837 | 15 504 835 | 16 015 382 | 15 588 168 | 15 606 461 | 16 592 632 | 17 683 572 | 18 126 733 | 18 531 146 | 18 147 784 |
| Ratio de désendettement | 7,41 | 7,04 | 5,31 | 6,23 | 6,68 | 7,08 | 7,81 | 8,28 | 8,67 | 8,70 |

Tableau de bord

Budgets Principal, Assainissement, Eau,

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

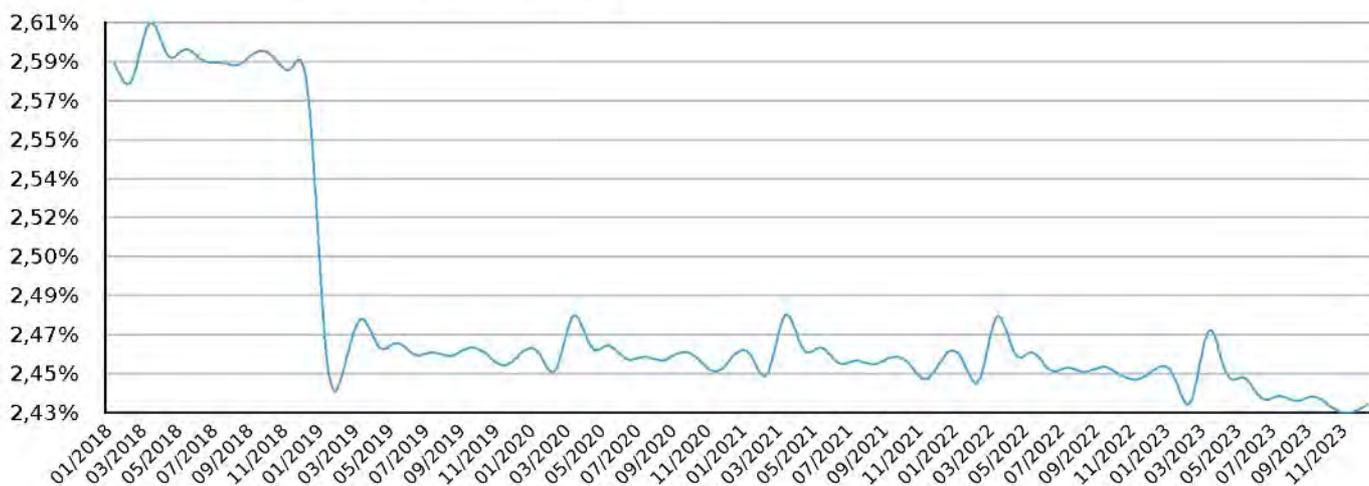
Affiché le 08/03/2019

ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Synthèse de votre dette au 31/12/2018

| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen (ExEx, Annuel) | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne | Nombre de lignes |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------|------------------|
| 37 263 565.76 € | 2,48 % | 13 ans et 11 mois | 7 ans et 6 mois | 32 |

Evolution annuelle du taux moyen (en %)

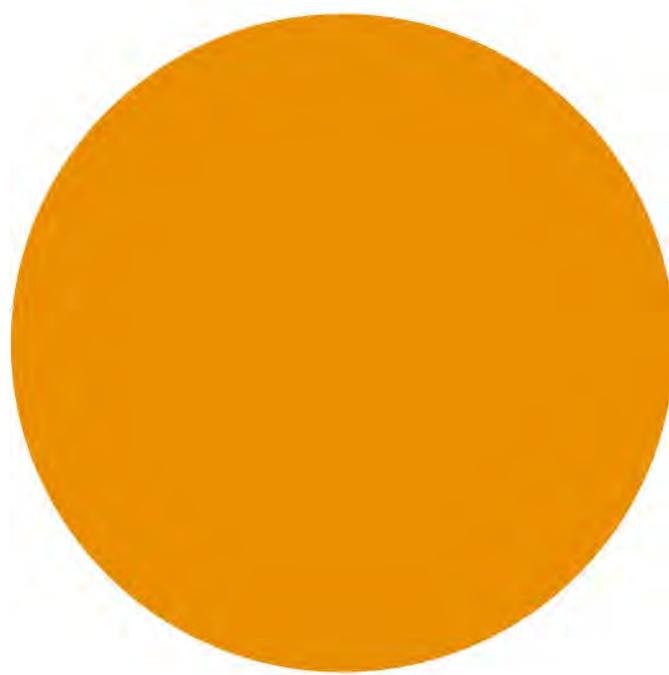


© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Dettes par nature

| | Nombre de lignes | Capital Restant Dû | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|---------------|------------------|------------------------|---------------------------|
| Emprunts | 32 | 37 263 565.76 € | 2,48 % |
| Dettes | 32 | 37 263 565.76 € | 2,48 % |



■ Emprunts

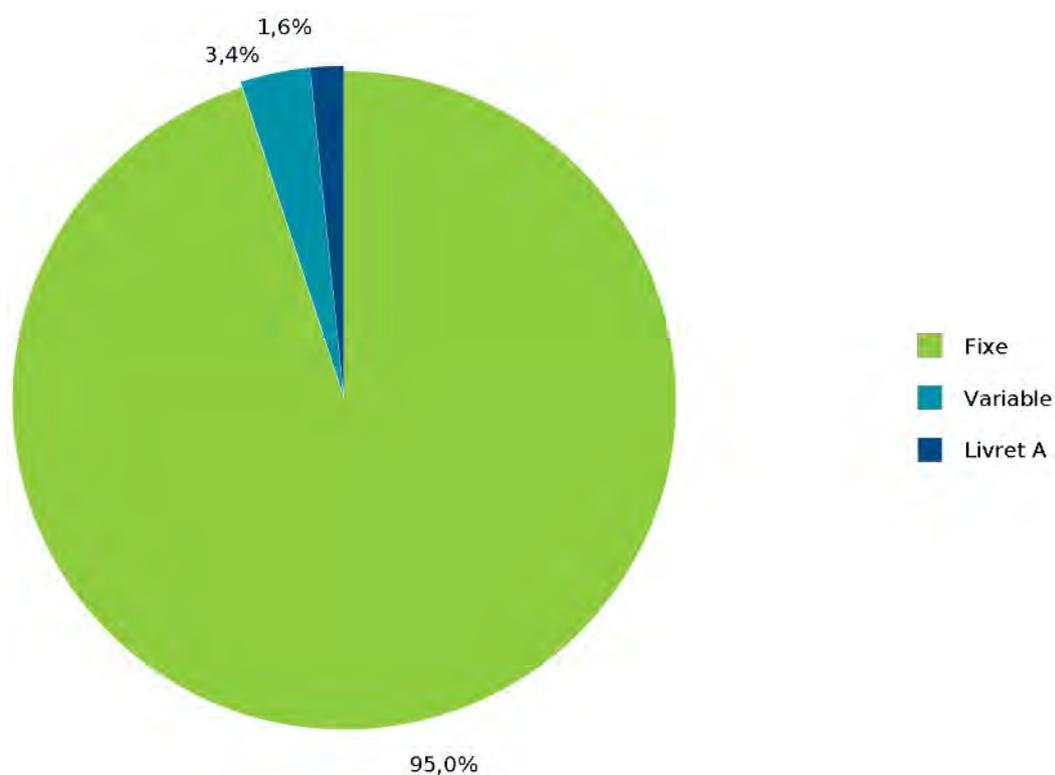
100%

© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019 
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Dettes par type de risque (avec dérivés)

| Type | Capital Restant Dû | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|-----------------------------|------------------------|-----------------|---------------------------|
| Fixe | 35 402 028.41 € | 95,00 % | 2,58 % |
| Variable | 1 261 537.35 € | 3,39 % | 0,10 % |
| Livret A | 600 000.00 € | 1,61 % | 1,57 % |
| Ensemble des risques | 37 263 565.76 € | 100,00 % | 2,48 % |

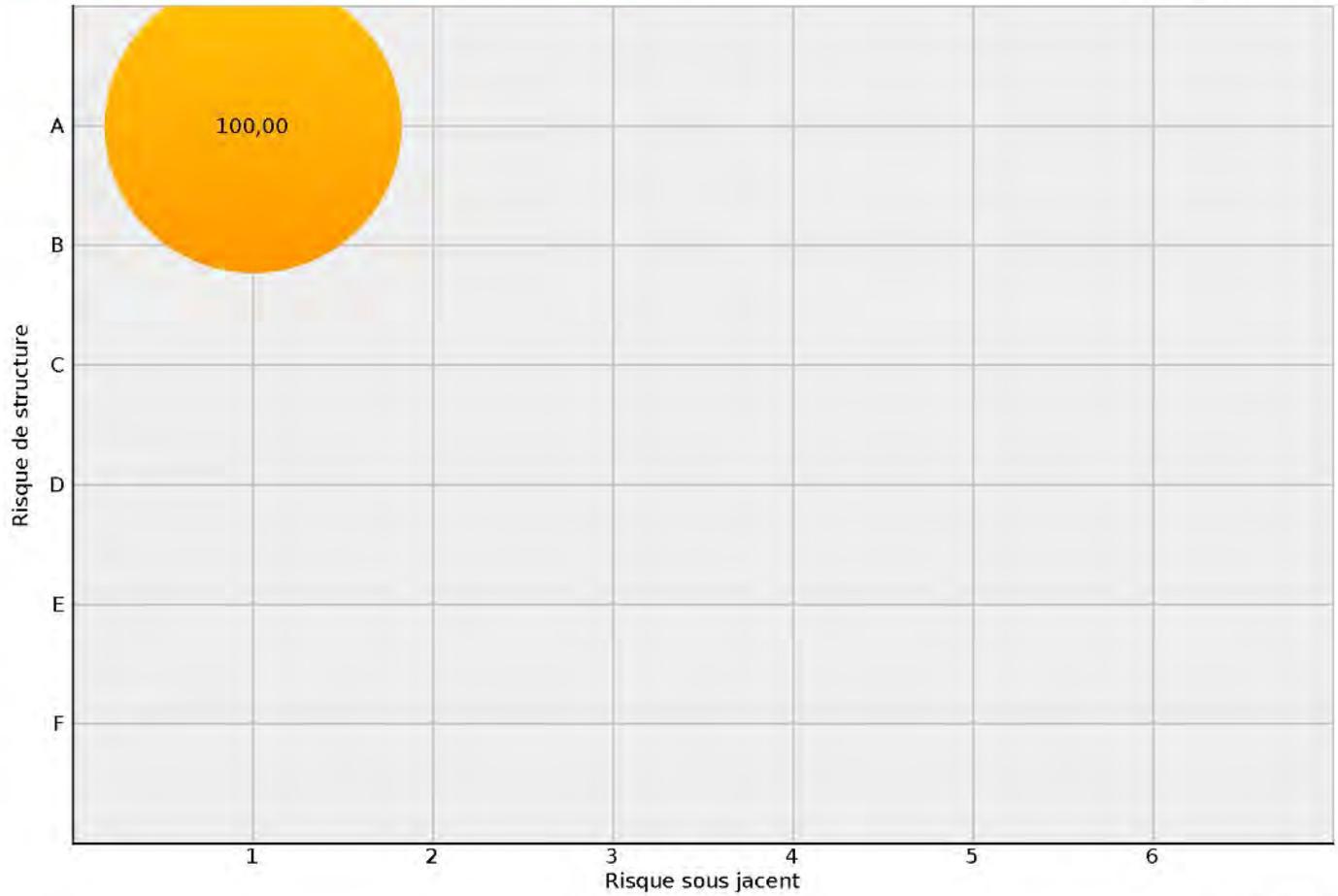


© Finance Active

Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD

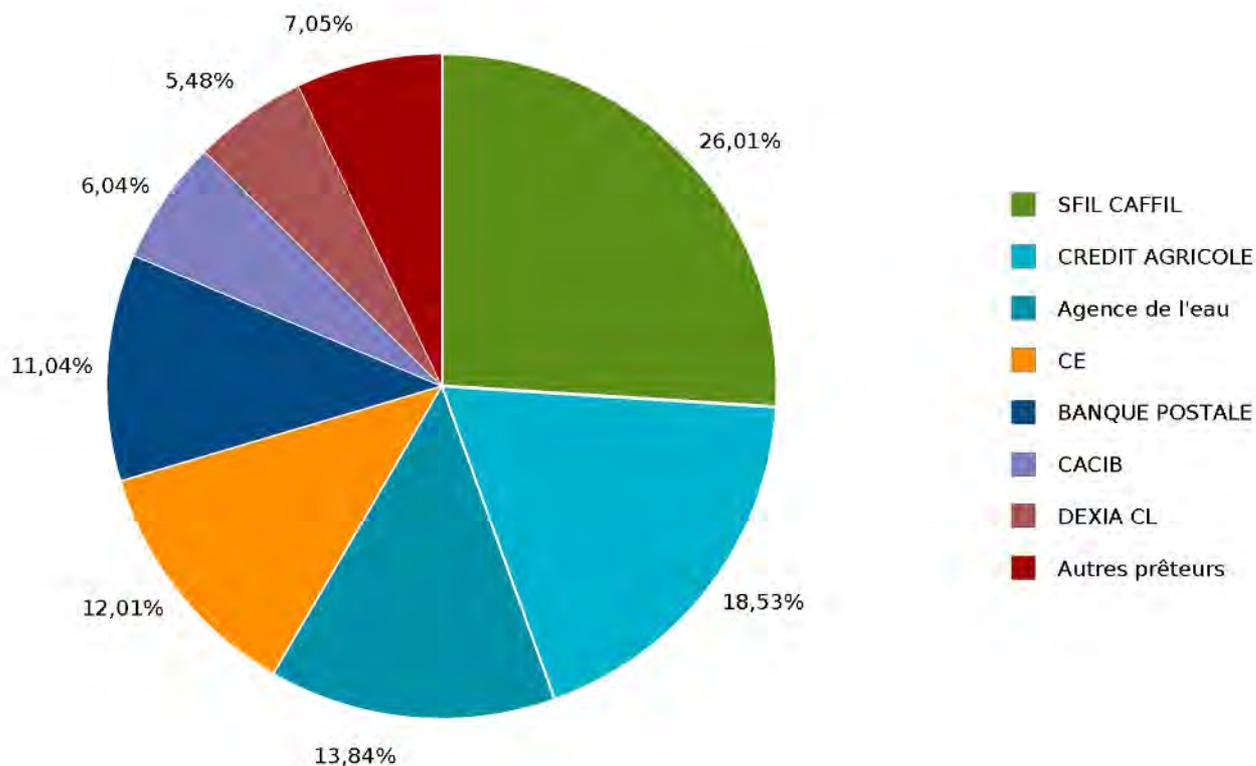


Risque élevé
© Finance Active

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Dettes par prêteur

| Prêteur | Capital Restant Dû | % du CRD | Disponible (Revolving) |
|---|------------------------|-----------------|------------------------|
| SFIL CAFFIL | 9 691 078.05 € | 26,01 % | |
| CREDIT AGRICOLE | 6 906 150.94 € | 18,53 % | |
| Agence de l'eau | 5 155 776.54 € | 13,84 % | |
| CAISSE D'EPARGNE | 4 476 831.00 € | 12,01 % | |
| BANQUE POSTALE | 4 114 999.99 € | 11,04 % | |
| CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 2 250 000.00 € | 6,04 % | |
| DEXIA CL | 2 040 284.15 € | 5,48 % | |
| Autres prêteurs | 2 628 445.09 € | 7,05 % | |
| Ensemble des prêteurs | 37 263 565.76 € | 100,00 % | - |



© Finance Active

Dettes par année

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2028 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Encours moyen | 36 544 474 € | 33 648 700 € | 30 713 306 € | 27 760 546 € | 24 864 903 € | 11 704 495 € |
| Capital payé sur la période | 2 891 691 € | 2 908 011 € | 2 950 154 € | 2 886 687 € | 2 903 311 € | 2 011 132 € |
| Intérêts payés sur la période | * 930 001 € | * 860 460 € | * 787 556 € | * 715 268 € | * 642 927 € | * 271 373 € |
| Taux moyen sur la période | 2,45 % | 2,45 % | 2,45 % | 2,44 % | 2,43 % | 2,16 % |

CA ARLES CRAU CAMARGUE MONTAGNETTE

Rapport de rétro-prospective 2019 à 2024

Rapport d'orientations budgétaires 2019

Sommaire

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 2.1 - Les masses budgétaires
- 2.2 - Soldes financiers
- 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 2.4 - Endettement

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 3.2 - Epargne brute
- 3.3 - Effet de ciseau

4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 4.2 - Annuités de la dette
- 4.3 - Ratio de désendettement

5 - LA FISCALITE DIRECTE

- 5.1 - L'évolution des bases
- 5.2 - Evolution des taux et des produits

6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 6.1 - Les recettes de fonctionnement
- 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 7.1 - Les recettes d'investissement
- 7.2 - Les dépenses d'investissement

8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 8.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 8.2 - Les financeurs du PPI
- 8.3 - Le coût net annuel

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

10 - LES RATIOS

1 - METHODOLOGIE

La prospective présentée est basée sur une estimation provisoire des résultats 2018 au 20/02/2019.

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019



ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
 Reçu en préfecture le 08/03/2019
 Affiché le 08/03/2019
 ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

2.1 - Les masses budgétaires

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 67 709 080 | 67 217 908 | 81 109 937 | 83 813 630 | 81 706 472 | 82 536 083 | 84 030 259 | 84 244 584 | 84 979 720 | 86 212 967 |
| Dépenses de fonctionnement | 60 685 337 | 62 778 018 | 82 370 423 | 82 622 571 | 79 710 301 | 79 849 822 | 80 230 066 | 80 563 280 | 80 541 660 | 80 424 859 |
| <i>dont intérêts de la dette</i> | 327 760 | 360 092 | 328 227 | 422 420 | 439 543 | 459 579 | 648 466 | 728 774 | 748 642 | 712 380 |
| Recettes d'investissement | 4 205 861 | 3 278 257 | 13 891 339 | 9 706 180 | 15 481 206 | 23 154 458 | 15 610 780 | 10 335 932 | 5 761 309 | 3 726 443 |
| <i>dont emprunts souscrits</i> | 2 500 000 | 0 | 7 000 000 | 4 000 000 | 3 200 000 | 12 900 000 | 7 600 000 | 4 500 000 | 1 700 000 | 0 |
| Dépenses d'investissement | 4 576 652 | 9 106 346 | 18 195 216 | 10 250 195 | 27 265 499 | 26 025 905 | 19 381 795 | 14 028 711 | 10 114 169 | 9 404 474 |
| <i>dont capital de la dette</i> | 561 596 | 734 326 | 740 782 | 1 097 471 | 1 371 130 | 1 566 149 | 2 333 978 | 2 705 407 | 2 999 093 | 3 133 938 |
| <i>dont P.P.I</i> | 3 952 534 | 8 283 264 | 17 452 595 | 9 152 724 | 25 894 369 | 24 459 756 | 17 047 817 | 11 323 304 | 7 115 076 | 6 270 536 |

2.2 - Soldes financiers

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 7 351 503 | 4 799 983 | -932 260 | 1 613 479 | 2 435 714 | 3 145 840 | 4 448 659 | 4 410 078 | 5 186 702 | 6 500 488 |
| Epargne brute | 7 023 743 | 4 439 891 | -1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |
| Epargne nette | 6 462 147 | 3 705 564 | -2 001 268 | 93 587 | 625 041 | 1 120 112 | 1 466 214 | 975 896 | 1 438 967 | 2 654 170 |

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------------|------------|------------|-----------|------------|----------|--------|---------|---------|---------|
| Fonds de roulement en début d'exercice | 9 637 867 | 16 290 819 | 14 902 620 | 9 338 257 | 9 985 300 | 197 175 | 11 989 | 41 166 | 29 691 | 114 888 |
| Résultat de l'exercice | 6 652 951 | -1 388 198 | -5 564 363 | 647 043 | -9 788 125 | -185 186 | 29 177 | -11 475 | 85 196 | 110 079 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 16 290 819 | 14 902 620 | 9 338 257 | 9 985 300 | 197 175 | 11 989 | 41 166 | 29 691 | 114 888 | 224 967 |

2.4 - Endettement

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Encours au 31 décembre | 9 519 594 | 8 936 543 | 15 044 486 | 17 947 015 | 19 775 885 | 31 109 735 | 36 375 757 | 38 170 351 | 36 871 258 | 33 737 320 |
| Ratio de désendettement | 1,4 ans | 2 ans | -11,9 ans | 15,1 ans | 9,9 ans | 11,6 ans | 9,6 ans | 10,4 ans | 8,3 ans | 5,8 ans |
| Emprunt | 2 500 000 | 0 | 7 000 000 | 4 000 000 | 3 200 000 | 12 900 000 | 7 600 000 | 4 500 000 | 1 700 000 | 0 |

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

SLOW

ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

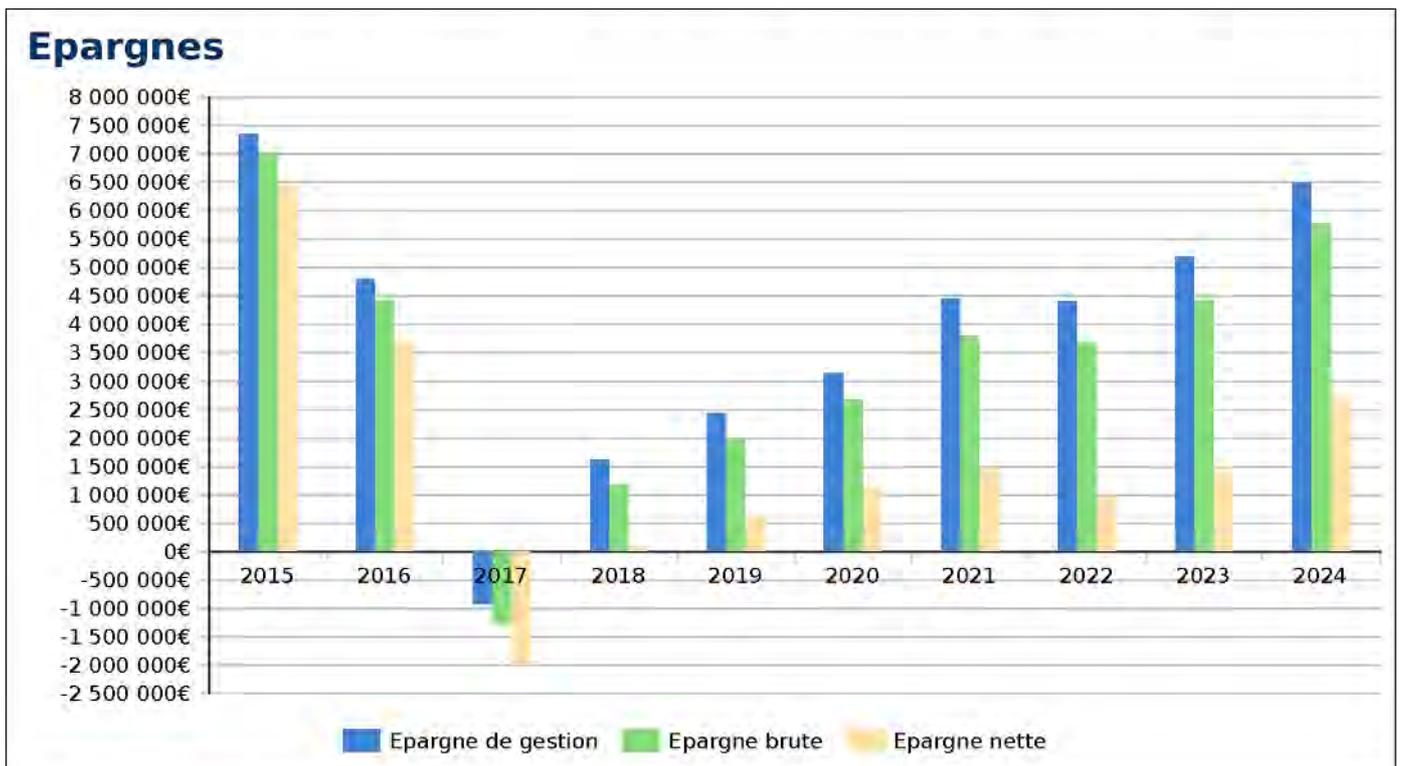
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 7 351 503 | 4 799 983 | -932 260 | 1 613 479 | 2 435 714 | 3 145 840 | 4 448 659 | 4 410 078 | 5 186 702 | 6 500 488 |

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 7 023 743 | 4 439 891 | -1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 67 709 080 | 67 217 908 | 81 109 937 | 83 813 630 | 81 706 472 | 82 536 083 | 84 030 259 | 84 244 584 | 84 979 720 | 86 212 967 |
| Epargne de gestion | 7 351 503 | 4 799 983 | -932 260 | 1 613 479 | 2 435 714 | 3 145 840 | 4 448 659 | 4 410 078 | 5 186 702 | 6 500 488 |
| Epargne brute | 7 023 743 | 4 439 891 | -1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 10,37 % | 6,61 % | -1,55 % | 1,42 % | 2,44 % | 3,25 % | 4,52 % | 4,37 % | 5,22 % | 6,71 % |
| Epargne nette | 6 462 147 | 3 705 564 | -2 001 268 | 93 587 | 625 041 | 1 120 112 | 1 466 214 | 975 896 | 1 438 967 | 2 654 170 |

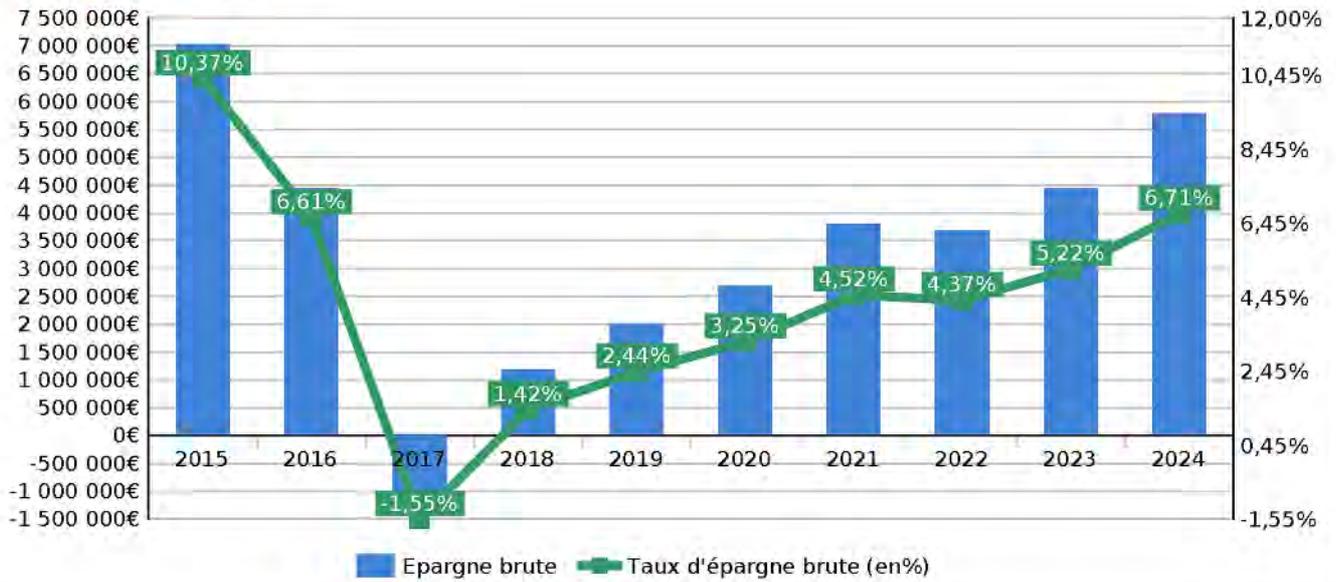


3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 7 023 743 | 4 439 891 | -1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 10,37% | 6,61% | -1,55% | 1,42% | 2,44% | 3,25% | 4,52% | 4,37% | 5,22% | 6,71% |

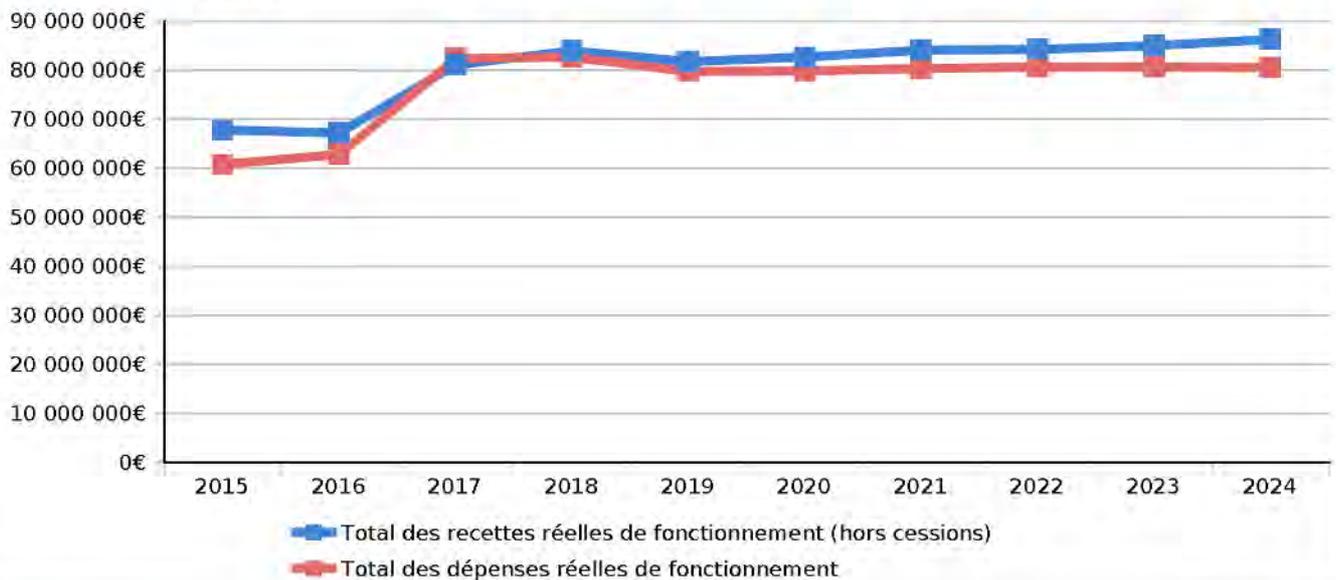
3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement (hors cessions) | 67 709 080 | 67 217 908 | 81 109 937 | 83 813 630 | 81 706 472 | 82 536 083 | 84 030 259 | 84 244 584 | 84 979 720 | 86 212 967 |
| Evolution n-1 | 9,24 % | -0,73 % | 20,67 % | 3,33 % | -2,51 % | 1,02 % | 1,81 % | 0,26 % | 0,87 % | 1,45 % |
| Dépenses de fonctionnement | 60 685 337 | 62 778 018 | 82 370 423 | 82 622 571 | 79 710 301 | 79 849 822 | 80 230 066 | 80 563 280 | 80 541 660 | 80 424 859 |
| Evolution n-1 | 3,36 % | 3,45 % | 31,21 % | 0,31 % | -3,52 % | 0,18 % | 0,48 % | 0,42 % | -0,03 % | -0,15 % |

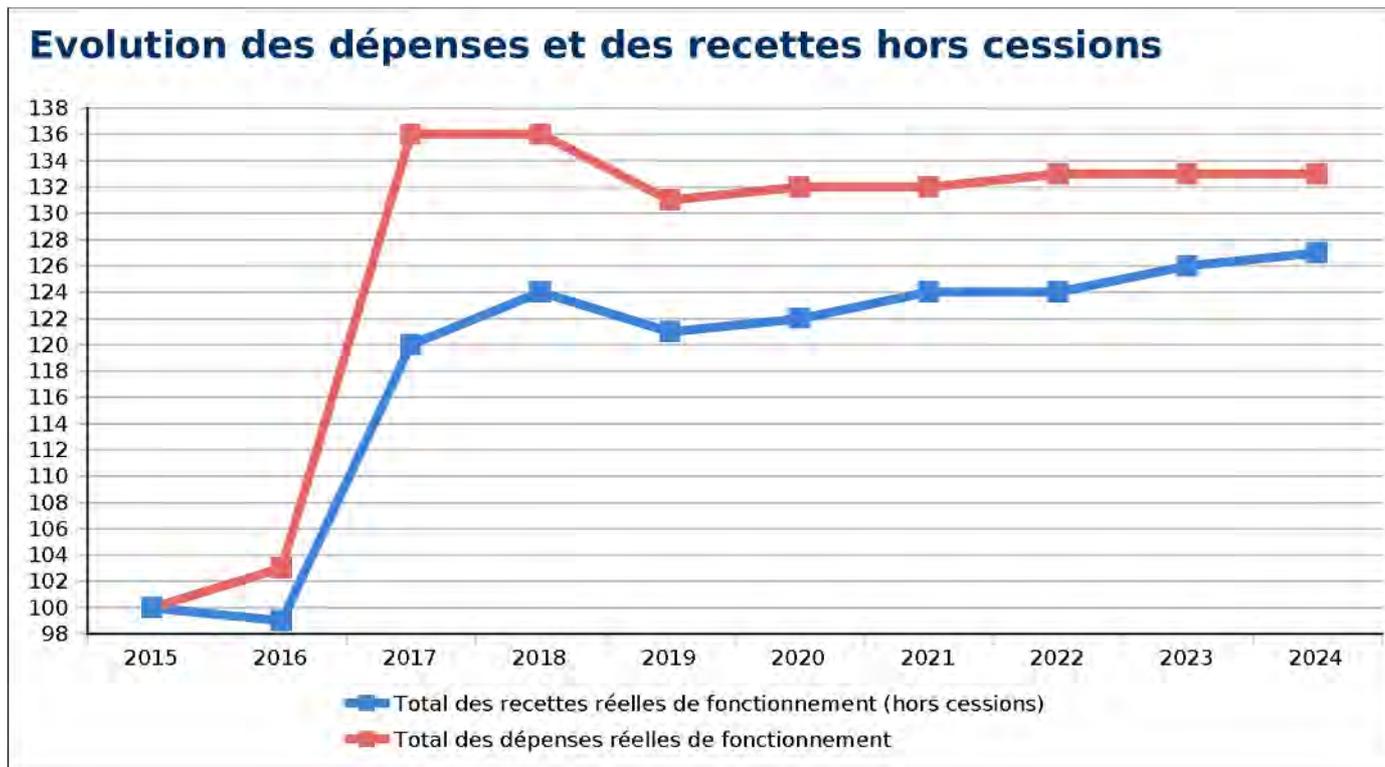
La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

Effet de ciseau



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.



4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

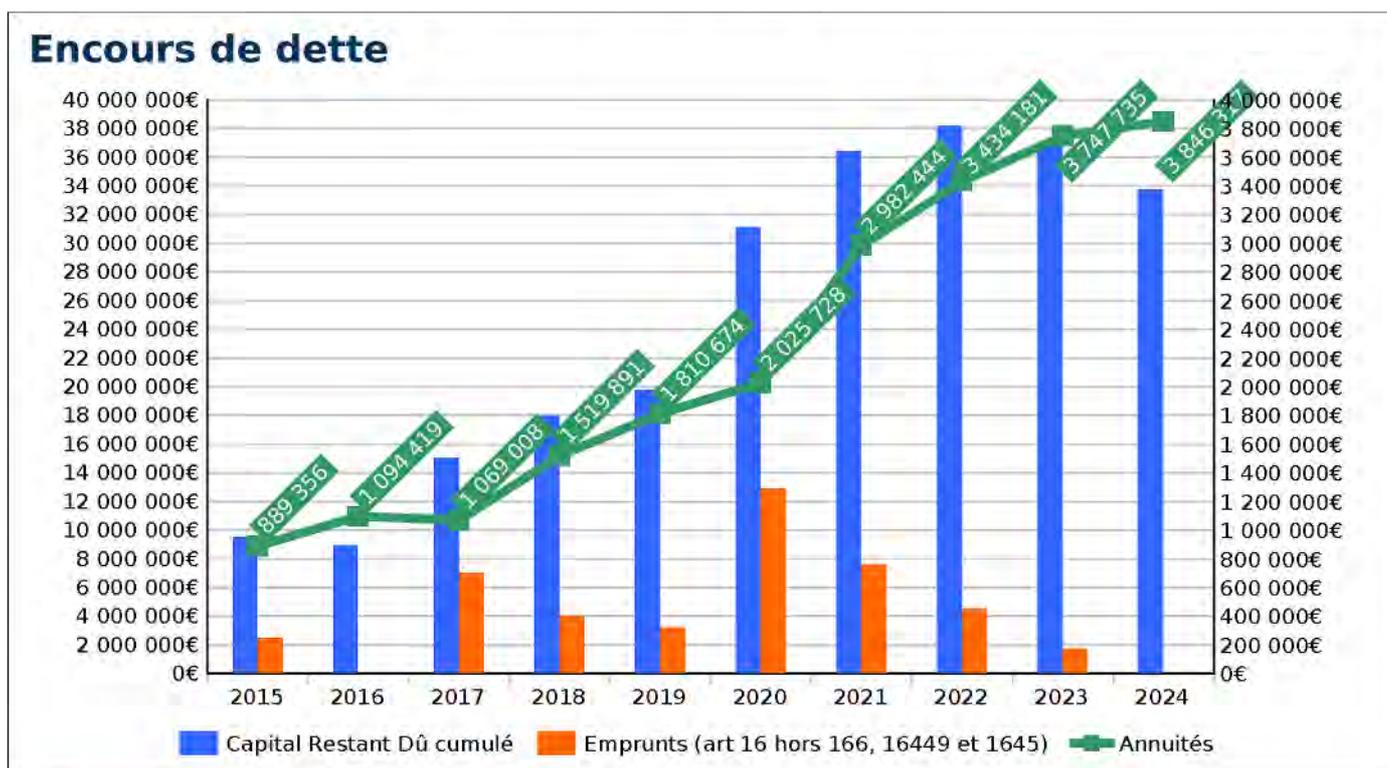
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **9 519 594 € en 2015 à 33 737 320 € en 2024** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **889 356 € en 2015 à 3 846 317 € en 2024** (échelle de droite du graphique).

| | Encours de dette au 31/12 | Evolution n-1 | Emprunts nouveaux |
|------|---------------------------|---------------|-------------------|
| 2015 | 9 519 594 | 25,23 % | 2 500 000 |
| 2016 | 8 936 543 | -6,12 % | 0 |
| 2017 | 15 044 486 | 68,35 % | 7 000 000 |
| 2018 | 17 947 015 | 19,29 % | 4 000 000 |
| 2019 | 19 775 885 | 10,19 % | 3 200 000 |
| 2020 | 31 109 735 | 57,31 % | 12 900 000 |
| 2021 | 36 375 757 | 16,93 % | 7 600 000 |
| 2022 | 38 170 351 | 4,93 % | 4 500 000 |
| 2023 | 36 871 258 | -3,4 % | 1 700 000 |
| 2024 | 33 737 320 | -8,5 % | 0 |

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|---------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Encours de dette au 31/12 | 15,09 % | 254,4 % |

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



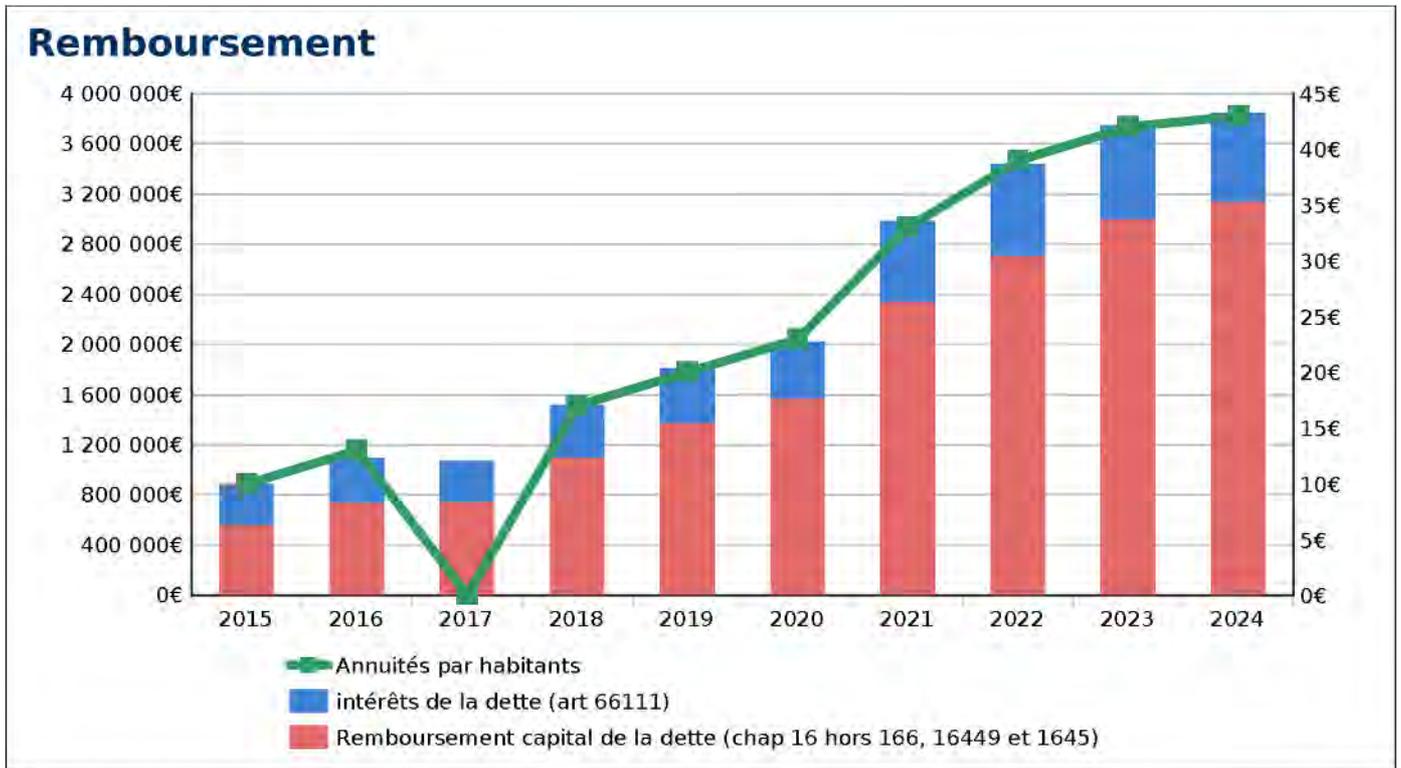
4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Annuités | 889 356 | 1 094 419 | 1 069 008 | 1 519 891 | 1 810 674 | 2 025 728 | 2 982 444 | 3 434 181 | 3 747 735 | 3 846 317 |
| Evolution n-1 (en %) | 12,09 % | 23,06 % | -2,32 % | 42,18 % | 19,13 % | 11,88 % | 47,23 % | 15,15 % | 9,13 % | 2,63 % |
| Capital en euro | 561 596 | 734 326 | 740 782 | 1 097 471 | 1 371 130 | 1 566 149 | 2 333 978 | 2 705 407 | 2 999 093 | 3 133 938 |
| Intérêts en euro | 327 760 | 360 092 | 328 227 | 422 420 | 439 543 | 459 579 | 648 466 | 728 774 | 748 642 | 712 380 |

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Annuités | 10 | 13 | 0 | 17 | 20 | 23 | 33 | 39 | 42 | 43 |
| Capital | 6 | 9 | 0 | 12 | 15 | 18 | 26 | 30 | 34 | 35 |
| Intérêts | 4 | 4 | 0 | 5 | 5 | 5 | 7 | 8 | 8 | 8 |

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------|---------|-------|-----------|----------|---------|----------|---------|----------|---------|---------|
| Ratio | 1,4 ans | 2 ans | -11,9 ans | 15,1 ans | 9,9 ans | 11,6 ans | 9,6 ans | 10,4 ans | 8,3 ans | 5,8 ans |

Capacité de désendettement



L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM < 1$), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ($CDD/DVM > 1$), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

5 - LA FISCALITE DIRECTE

5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

SLOW

ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

| Années | Base cotisation foncière | Base taxe d'habitation | Base taxe foncière (bâtie) | Base taxe foncière (non bâtie) |
|--------|--------------------------|------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| 2015 | 41 952 359 | 115 147 285 | 108 720 163 | 4 702 128 |
| 2016 | 42 902 615 | 112 830 287 | 109 638 350 | 4 692 766 |
| 2017 | 44 320 023 | 114 145 014 | 111 525 084 | 4 504 156 |
| 2018 | 46 459 193 | 114 916 292 | 114 285 000 | 4 578 550 |
| 2019 | 51 067 369 | 117 789 199 | 117 142 125 | 4 624 336 |
| 2020 | 52 599 390 | 120 733 929 | 120 070 678 | 4 670 579 |
| 2021 | 54 177 372 | 123 752 278 | 123 072 445 | 4 717 285 |
| 2022 | 55 802 693 | 126 846 084 | 126 149 256 | 4 764 457 |
| 2023 | 57 476 774 | 130 017 237 | 129 302 988 | 4 812 102 |
| 2024 | 59 201 077 | 133 267 667 | 132 535 562 | 4 860 223 |

5.2 - Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE :

| Années | Base cotisation foncière | Evol base CFE | Produit CFE | Evol produit CFE | Taux CFE | Evol taux CFE |
|--------|--------------------------|---------------|-------------|------------------|----------|---------------|
| 2015 | 41 952 359 | 10,32 % | 13 051 379 | 10,32 % | 31,11 % | 0 % |
| 2016 | 42 902 615 | 2,27 % | 13 347 004 | 2,27 % | 31,11 % | 0 % |
| 2017 | 44 320 023 | 3,3 % | 13 787 959 | 3,3 % | 31,11 % | 0 % |
| 2018 | 46 459 193 | 4,83 % | 14 453 455 | 4,83 % | 31,11 % | 0 % |
| 2019 | 51 067 369 | 9,92 % | 15 887 058 | 9,92 % | 31,11 % | 0 % |
| 2020 | 52 599 390 | 3 % | 16 363 670 | 3 % | 31,11 % | 0 % |
| 2021 | 54 177 372 | 3 % | 16 854 580 | 3 % | 31,11 % | 0 % |
| 2022 | 55 802 693 | 3 % | 17 360 218 | 3 % | 31,11 % | 0 % |
| 2023 | 57 476 774 | 3 % | 17 881 024 | 3 % | 31,11 % | 0 % |
| 2024 | 59 201 077 | 3 % | 18 417 455 | 3 % | 31,11 % | 0 % |

TAXE D'HABITATION :

| Années | Base nette TH | Evol base nette TH | Produit TH | Evol produit TH | Taux TH | Evol taux TH |
|--------|---------------|--------------------|------------|-----------------|---------|--------------|
| 2015 | 115 147 285 | 5 % | 11 768 053 | 5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2016 | 112 830 287 | -2,01 % | 11 531 255 | -2,01 % | 10,22 % | 0 % |
| 2017 | 114 145 014 | 1,17 % | 11 665 620 | 1,17 % | 10,22 % | 0 % |
| 2018 | 114 916 292 | 0,68 % | 11 744 445 | 0,68 % | 10,22 % | 0 % |
| 2019 | 117 789 199 | 2,5 % | 12 038 056 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2020 | 120 733 929 | 2,5 % | 12 339 008 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2021 | 123 752 278 | 2,5 % | 12 647 483 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2022 | 126 846 084 | 2,5 % | 12 963 670 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2023 | 130 017 237 | 2,5 % | 13 287 762 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |
| 2024 | 133 267 667 | 2,5 % | 13 619 956 | 2,5 % | 10,22 % | 0 % |

TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

| Années | Base nette TB | Evol base TFB | Produit TFB | Evol produit TFB | Taux TB | Evol taux TB |
|--------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------|--------------|
| 2015 | 108 720 163 | 5,27 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2016 | 109 638 350 | 0,84 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2017 | 111 525 084 | 1,72 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2018 | 114 285 000 | 2,47 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2019 | 117 142 125 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2020 | 120 070 678 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |

| Années | Base nette TB | Evol base TFB | Produit TFB | Evol produit TFB | Taux TB | Evol taux TB |
|--------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------|--------------|
| 2021 | 123 072 445 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2022 | 126 149 256 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2023 | 129 302 988 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |
| 2024 | 132 535 562 | 2,5 % | 0 | 0 | 0 % | 0 |

TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

| Années | Base nette TFNB | Evol base TFNB | Produit TFNB | Evol produit TFNB | Taux TFNB | Evol taux TNB |
|--------|-----------------|----------------|--------------|-------------------|-----------|---------------|
| 2015 | 4 702 128 | 0,75 % | 123 196 | 0,75 % | 2,62 % | 0 % |
| 2016 | 4 692 766 | -0,2 % | 122 950 | -0,2 % | 2,62 % | 0 % |
| 2017 | 4 504 156 | -4,02 % | 118 009 | -4,02 % | 2,62 % | 0 % |
| 2018 | 4 578 550 | 1,65 % | 119 958 | 1,65 % | 2,62 % | 0 % |
| 2019 | 4 624 336 | 1 % | 121 158 | 1 % | 2,62 % | 0 % |
| 2020 | 4 670 579 | 1 % | 122 369 | 1 % | 2,62 % | 0 % |
| 2021 | 4 717 285 | 1 % | 123 593 | 1 % | 2,62 % | 0 % |
| 2022 | 4 764 457 | 1 % | 124 829 | 1 % | 2,62 % | 0 % |
| 2023 | 4 812 102 | 1 % | 126 077 | 1 % | 2,62 % | 0 % |
| 2024 | 4 860 223 | 1 % | 127 338 | 1 % | 2,62 % | 0 % |

6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Envoyé en préfecture le 08/03/2019

Reçu en préfecture le 08/03/2019

Affiché le 08/03/2019

SLO

ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

| Années | Recettes de fonctionnement | Evolution n-1 | En euros par habitant |
|--------|----------------------------|---------------|-----------------------|
| 2015 | 67 709 080 | 9,01 % | 783 |
| 2016 | 67 217 908 | -0,73 % | 802 |
| 2017 | 81 109 937 | 20,67 % | 0 |
| 2018 | 83 813 630 | 3,33 % | 940 |
| 2019 | 81 706 472 | -2,51 % | 916 |
| 2020 | 82 536 083 | 1,02 % | 926 |
| 2021 | 84 030 259 | 1,81 % | 943 |
| 2022 | 84 244 584 | 0,26 % | 945 |
| 2023 | 84 979 720 | 0,87 % | 953 |
| 2024 | 86 212 967 | 1,45 % | 967 |

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|----------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Recettes de fonctionnement | 2,72 % | 27,33 % |



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 25 093 403 | 25 125 641 | 25 571 588 | 26 436 227 | 28 167 009 | 28 948 198 | 29 751 270 | 30 576 843 | 31 425 552 | 32 298 051 |

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 14 979 284 | 15 116 718 | 15 798 887 | 15 248 942 | 15 709 344 | 15 751 798 | 15 819 190 | 15 887 043 | 15 955 367 | 16 024 175 |

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4 285 878 | 4 389 976 | 18 670 888 | 20 820 616 | 16 922 357 | 17 949 950 | 18 480 948 | 17 915 403 | 17 853 367 | 18 094 121 |

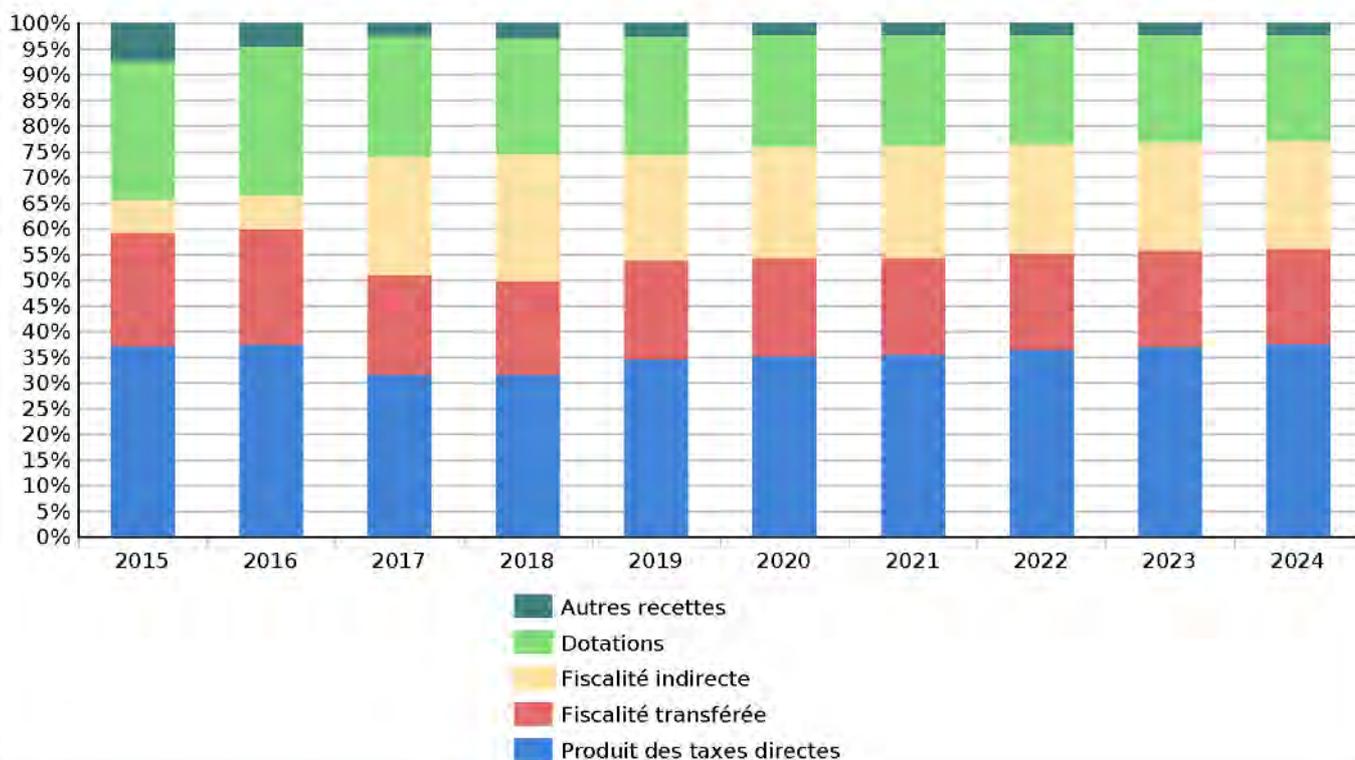
Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 18 334 934 | 19 449 813 | 19 042 595 | 18 829 997 | 18 739 403 | 17 956 519 | 18 012 006 | 17 860 232 | 17 701 134 | 17 712 040 |

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 5 015 581 | 3 135 759 | 2 025 978 | 2 477 848 | 2 168 360 | 1 929 617 | 1 966 844 | 2 005 063 | 2 044 300 | 2 084 580 |

Répartition des recettes de fonctionnement



6.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

| Années | Dépenses de fonctionnement | Evolution n-1 | En euros par habitant |
|--------|----------------------------|---------------|-----------------------|
| 2015 | 60 685 337 | 3,36 % | 701 |
| 2016 | 62 778 018 | 3,45 % | 749 |
| 2017 | 82 370 423 | 31,21 % | 0 |
| 2018 | 82 622 571 | 0,31 % | 927 |
| 2019 | 79 710 301 | -3,52 % | 894 |
| 2020 | 79 849 822 | 0,18 % | 896 |
| 2021 | 80 230 066 | 0,48 % | 900 |
| 2022 | 80 563 280 | 0,42 % | 904 |
| 2023 | 80 541 660 | -0,03 % | 903 |
| 2024 | 80 424 859 | -0,15 % | 902 |

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|----------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 3,18 % | 32,53 % |

Dépenses de fonctionnement



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4 053 743 | 4 235 729 | 10 716 199 | 11 880 808 | 12 775 500 | 12 939 878 | 13 004 577 | 13 069 600 | 13 134 948 | 13 200 623 |

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 13 217 485 | 13 372 856 | 22 820 509 | 24 408 460 | 17 372 643 | 17 091 036 | 17 224 616 | 17 338 448 | 17 157 535 | 17 123 877 |

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 41 471 105 | 42 661 512 | 44 190 815 | 41 681 367 | 41 012 060 | 41 073 121 | 41 138 972 | 41 210 079 | 41 286 957 | 41 287 957 |

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------|------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 0 | 0 | 2 006 695 | 47 400 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 270 250 | 1 768 285 | 1 930 119 | 1 752 837 | 1 922 767 | 2 037 816 | 2 050 786 | 2 064 016 | 2 077 510 | 2 091 275 |

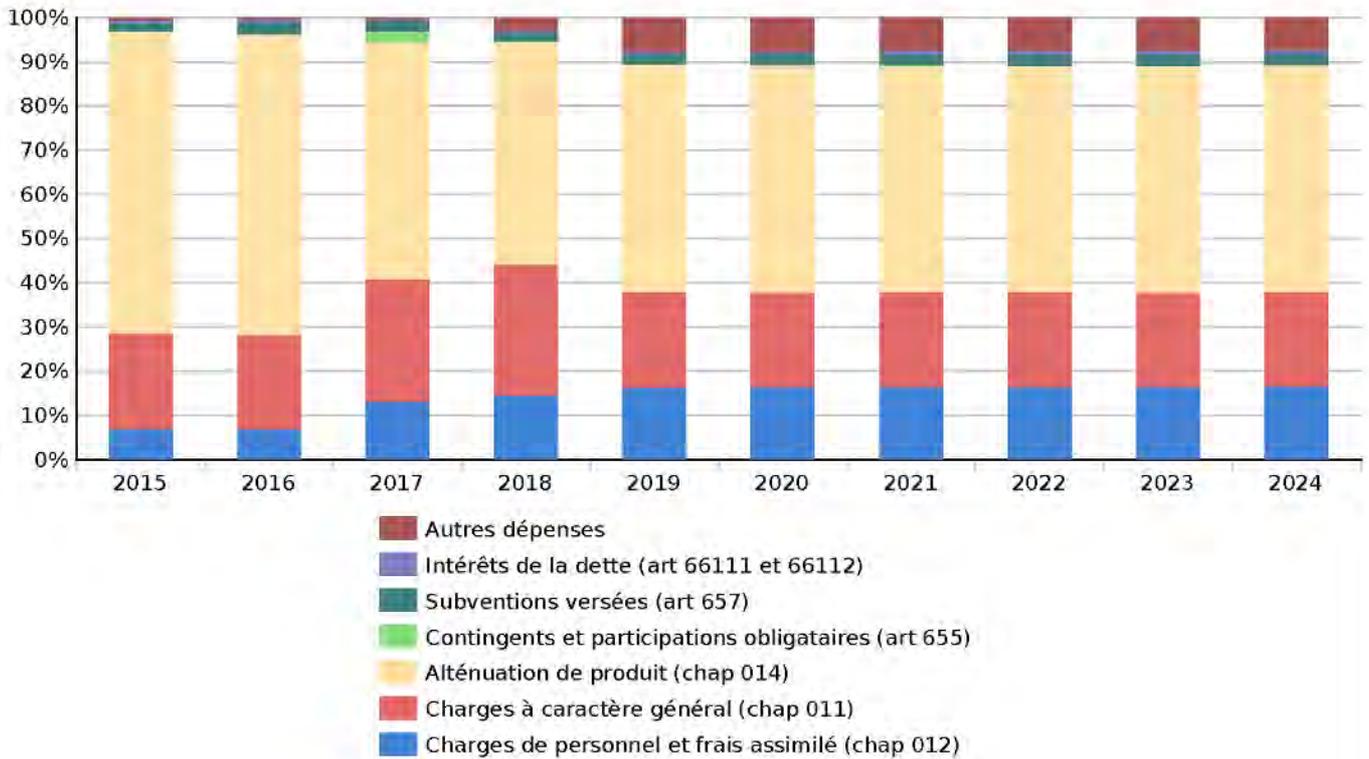
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 317 535 | 378 613 | 315 909 | 446 901 | 428 993 | 459 579 | 648 466 | 728 774 | 748 642 | 712 380 |

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 355 220 | 361 023 | 390 177 | 2 404 798 | 6 148 338 | 6 198 392 | 6 112 649 | 6 102 363 | 6 086 068 | 5 958 747 |

Répartition des dépenses de fonctionnement



Indicateur d'évolution de la ressource humaine

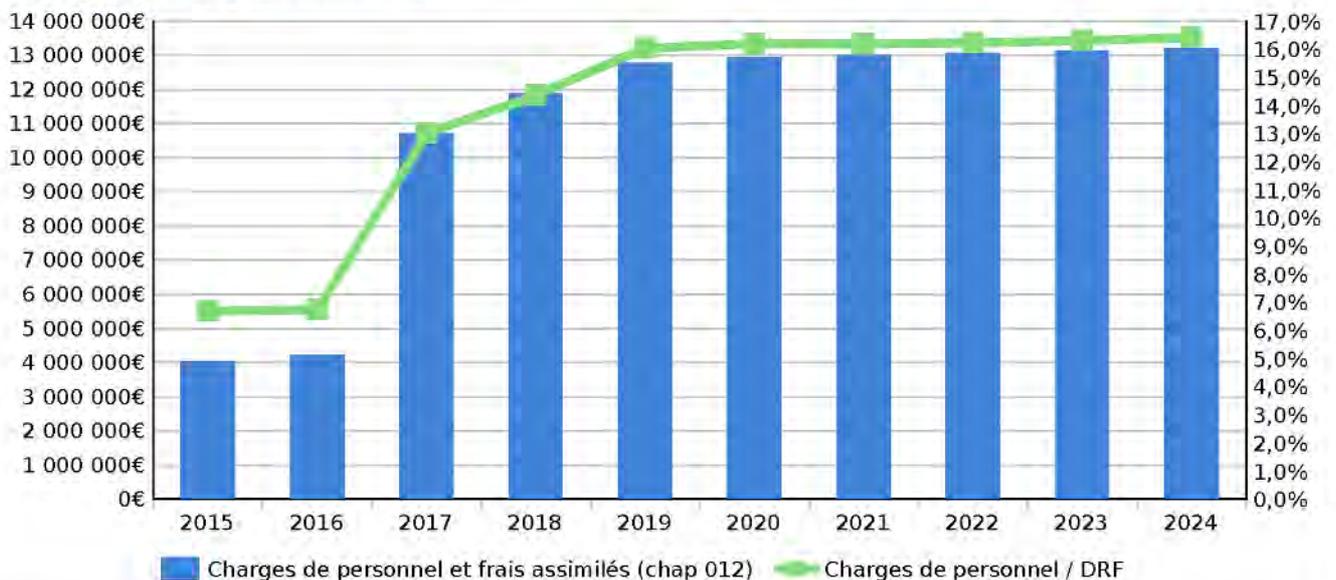
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 4 053 743 | 4 235 729 | 10 716 199 | 11 880 808 | 12 775 500 | 12 939 878 | 13 004 577 | 13 069 600 | 13 134 948 | 13 200 623 |

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 6,68 % | 6,75 % | 13,01 % | 14,38 % | 16,03 % | 16,21 % | 16,21 % | 16,22 % | 16,31 % | 16,41 % |

Charges de personnel



7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Envoyé en préfecture le 08/03/2019
Reçu en préfecture le 08/03/2019
Affiché le 08/03/2019 
ID : 013-241300417-20190306-CC2019_014-DE

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|
| 387 019 | 420 460 | 1 471 925 | 1 172 866 | 2 813 515 | 2 647 073 | 1 614 078 | 940 769 | 548 714 | 499 502 |

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 295 001 | 2 705 481 | 5 105 873 | 4 533 314 | 9 467 691 | 7 607 385 | 6 396 702 | 4 895 163 | 3 512 595 | 3 226 941 |

Taxe d'urbanisme : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité...

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | | | | | | | | | |

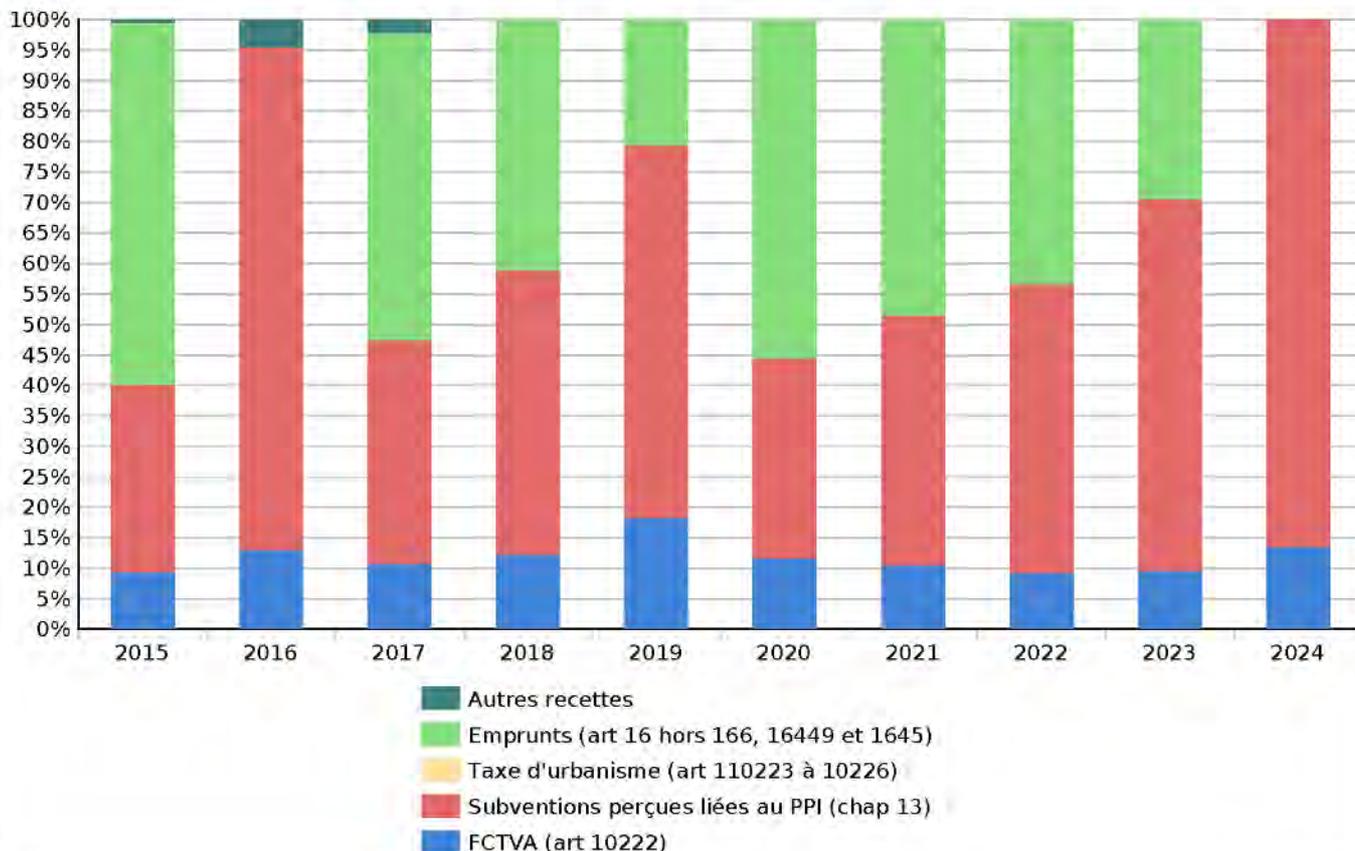
Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------|------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|------|
| 2 500 000 | 0 | 7 000 000 | 4 000 000 | 3 200 000 | 12 900 000 | 7 600 000 | 4 500 000 | 1 700 000 | 0 |

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------|---------|---------|------|------|------|------|------|------|------|
| 23 840 | 152 317 | 313 541 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

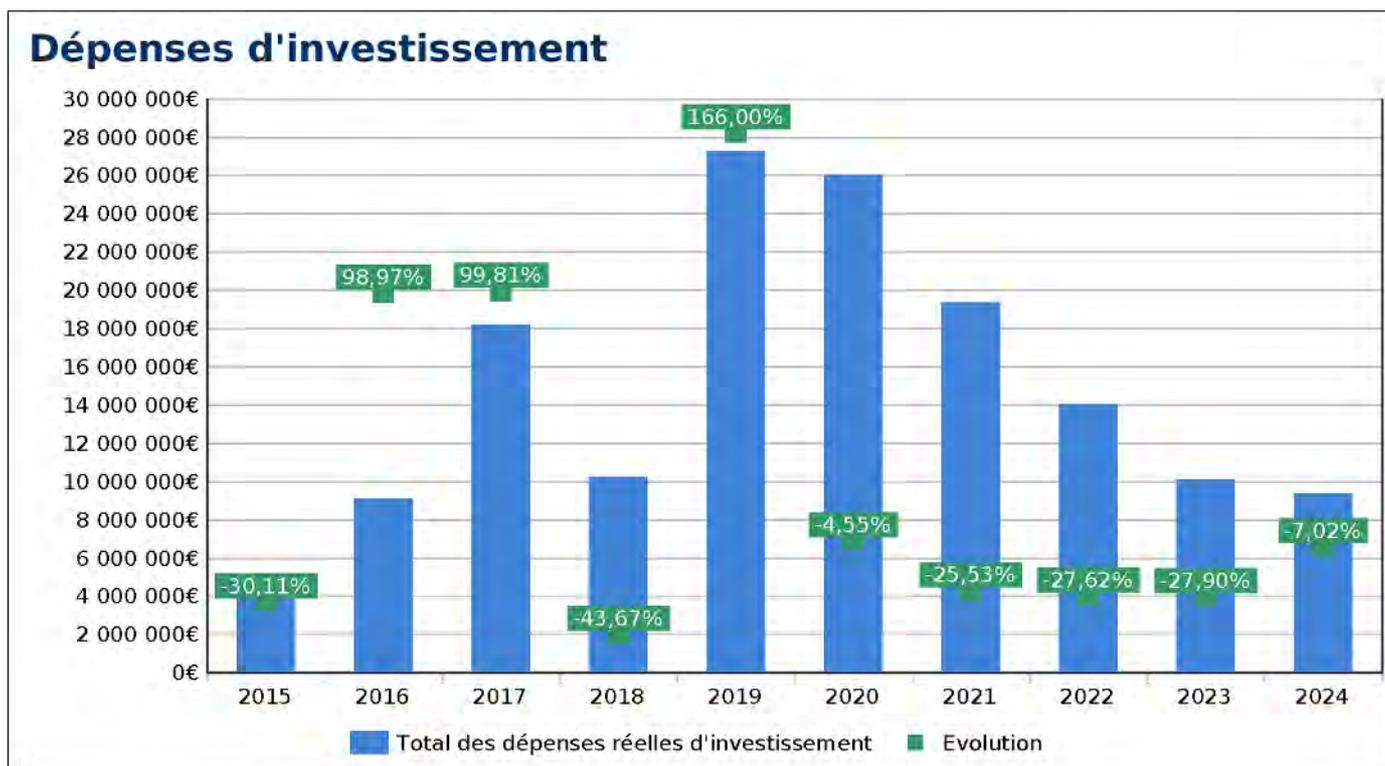
Répartition des recettes d'investissement



7.2 - Les dépenses d'investissement

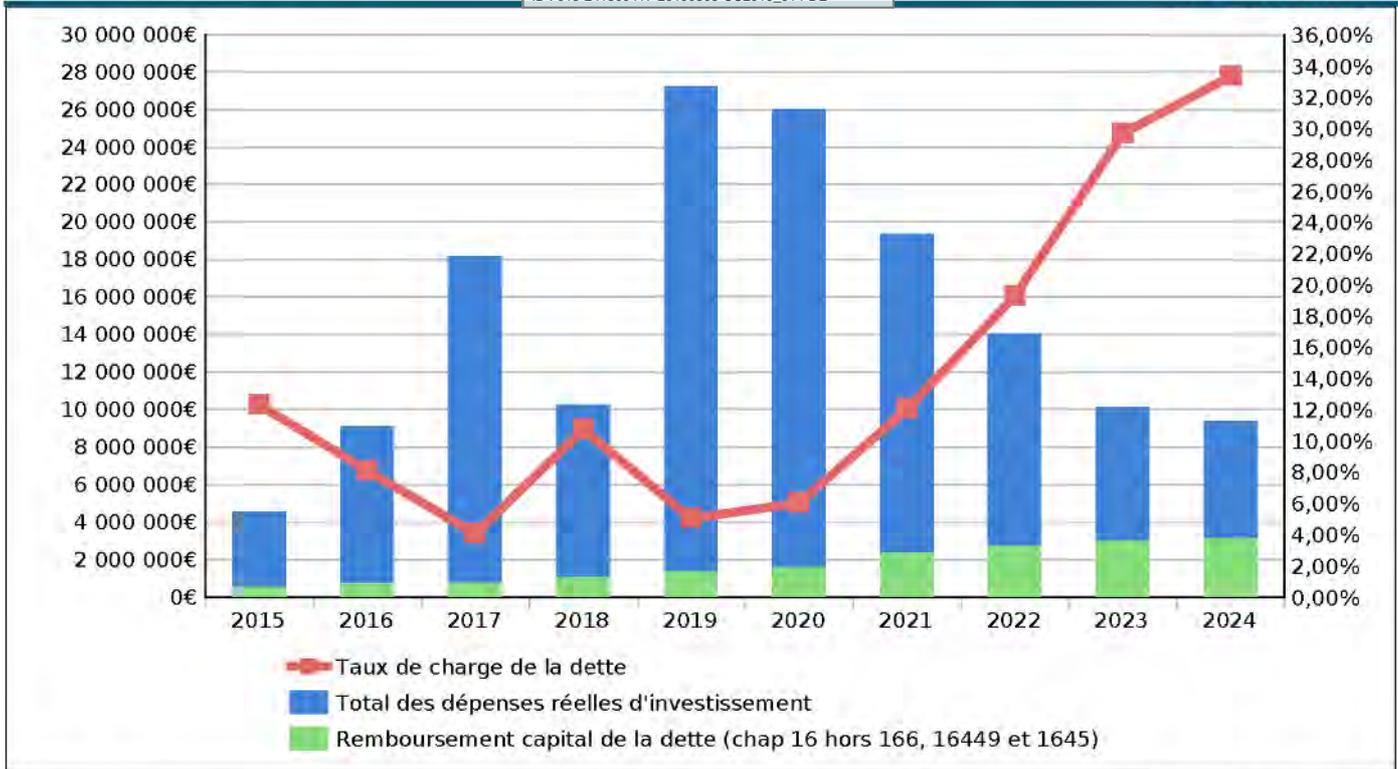
Les dépenses d'investissement et leur évolution

| Années | Dépenses d'investissement | Evolution n-1 | En euros par habitant |
|--------|---------------------------|---------------|-----------------------|
| 2015 | 4 576 652 | -30,11 % | 53 |
| 2016 | 9 106 346 | 98,97 % | 109 |
| 2017 | 18 195 216 | 99,81 % | 0 |
| 2018 | 10 250 195 | -43,67 % | 115 |
| 2019 | 27 265 499 | 166 % | 306 |
| 2020 | 26 025 905 | -4,55 % | 292 |
| 2021 | 19 381 795 | -25,53 % | 217 |
| 2022 | 14 028 711 | -27,62 % | 157 |
| 2023 | 10 114 169 | -27,9 % | 113 |
| 2024 | 9 404 474 | -7,02 % | 105 |



Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

| Années | Dépenses d'investissement | Remboursement du capital de la dette | Part en % du remboursement du capital de la dette |
|--------|---------------------------|--------------------------------------|---|
| 2015 | 4 576 652 | 561 596 | 12,27 % |
| 2016 | 9 106 346 | 734 326 | 8,06 % |
| 2017 | 18 195 216 | 740 782 | 4,07 % |
| 2018 | 10 250 195 | 1 097 471 | 10,71 % |
| 2019 | 27 265 499 | 1 371 130 | 5,03 % |
| 2020 | 26 025 905 | 1 566 149 | 6,02 % |
| 2021 | 19 381 795 | 2 333 978 | 12,04 % |
| 2022 | 14 028 711 | 2 705 407 | 19,28 % |
| 2023 | 10 114 169 | 2 999 093 | 29,65 % |
| 2024 | 9 404 474 | 3 133 938 | 33,32 % |



8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|------|---------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|-----------|
| AMEN - ACCM - Acquisitions foncières (opportunités) | 0 | 13 650 | 358 110 | 0 | 0 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 1 871 760 |
| AMEN - ACCM - Aménagement numérique | 0 | 515 424 | 1 349 220 | 559 200 | 465 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 3 888 844 |
| AMEN - ACCM - bornes de recharge électrique | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 |
| AMEN - ACCM - divers fonds de concours communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 |
| AMEN - ACCM - réhabilitation canal haute crau | 0 | 0 | 0 | 0 | 360 000 | 2 520 000 | 2 520 000 | 0 | 0 | 0 | 5 400 000 |
| AMEN - ACCM - travaux futurs locaux DMA | 0 | 0 | 0 | 0 | 800 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 800 000 |
| AMEN - ACCM Acquisition locaux Orange (DMA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMEN - ARLES - Acquisition Locaux SEA | 0 | 0 | 1 745 088 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 745 088 |
| AMEN - ARLES - Mission architecture urbaine grands projets et aménagement Minimes | 0 | 0 | 0 | 0 | 120 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 120 000 |
| AMEN - ARLES - Papèteries Etienne - acquisition (EPF) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMEN - ARLES - Papèteries Etienne - avance au budget annexe | 0 | 0 | 0 | 455 000 | 1 672 751 | 1 672 751 | 412 751 | 0 | 0 | 0 | 4 213 253 |
| AMEN - ARLES - Subv Parc Camargue | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 |
| AMEN - ARLES - ZI NORD - terrains (cessionnaires) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMEN - ARLES - aménagement berges -coeur de ville (fonds concours) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMEN - ARLES - pôle échange multimodal | 0 | 0 | 0 | 0 | 80 000 | 1 120 000 | 1 150 000 | 1 150 000 | 0 | 0 | 3 500 000 |
| AMEN - ARLES - voie verte (voie SNCF) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMEN - ARLES - Acquisition Locaux CCI (ACCM Eaux) | 0 | 478 000 | 6 466 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 484 466 |
| AMEN - ARLES Aménagement locaux CCI (ACCM eaux) | 0 | 0 | 75 927 | 815 029 | 256 350 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 147 306 |
| AMEN - ARLES parking relais plage Piémanson | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 000 | 528 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 564 000 |
| AMEN - Aménagement locaux SEA | 0 | 0 | 179 399 | 66 327 | 19 554 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 265 280 |
| AMEN -ARLES parking relais | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 000 | 132 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 144 000 |

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|---|------|-----------|-----------|-----------|---------|-----------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Trinquetail | | | | | | | | | | | |
| CULT - ACCM - Divers conservatoire | 0 | 45 201 | 38 564 | 50 174 | 61 008 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 444 947 |
| CULT - ARLES - Capitole (travaux sans acquisition) | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 000 |
| CULT - ARLES - Conservatoire de musique (acq° Capitole ou autre) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CULT - ARLES - Ecole nationale supérieure de la photographie | 0 | 0 | 500 000 | 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 |
| CULT - ARLES - Subv Inv Musée Arles Antique (réserves) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CULT - SMC - Conservatoire (dont grange) | 0 | 35 989 | 29 828 | 13 815 | 11 350 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 90 982 |
| DIV - ACCM - Divers | 0 | 352 150 | 339 705 | 364 131 | 808 852 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 864 838 |
| DMA - ACCM - bennes GNV | 0 | 0 | 0 | 0 | 250 000 | 690 000 | 800 000 | 990 000 | 0 | 0 | 2 730 000 |
| DMA - ACCM - bennes HORS GNV | 0 | 0 | 277 035 | 203 330 | 590 309 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 070 674 |
| DMA - ACCM - divers | 0 | 0 | 0 | 172 409 | 731 963 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 1 404 372 |
| DMA - ACCM - déchetterie mobile | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DMA - ACCM - matériel roulant hors bennes | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 000 | 195 000 | 180 000 | 0 | 0 | 0 | 655 000 |
| DMA - ACCM - station avitaillement GNV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DMA - ACCM - traitement bio-déchets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DMA - ACCM - traitement déchets verts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DMA - ARLES - déchetteries | 0 | 0 | 0 | 18 471 | 728 504 | 700 000 | 700 000 | 0 | 0 | 0 | 2 146 975 |
| ECO - ACCM - Travaux divers zones | 0 | 1 123 948 | 436 255 | 259 085 | 791 590 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 910 878 |
| ECO - ACCM - Eclairage public zones | 0 | 3 618 | 22 661 | 79 386 | 111 444 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 467 109 |
| ECO - ACCM - Fisac Crau Montagnette | 0 | 16 043 | 0 | 0 | 122 906 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 138 949 |
| ECO - ACCM - Travaux défense incendie (toutes zones) | 0 | 0 | 59 285 | 42 106 | 174 789 | 90 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 566 180 |
| ECO - ACCM - Travaux fibre optique (liés marchés - hors aménagement numérique) | 0 | 0 | 82 648 | 18 487 | 82 074 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 183 209 |
| ECO - ACCM - Travaux géoréférencement (toutes zones) | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 165 000 |
| ECO - ACCM - Travaux signalisation (toutes zones) | 0 | 0 | 4 361 | 15 579 | 29 784 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 299 724 |
| ECO - ACCM - Travaux stations de pluvial (toutes zones) | 0 | 0 | 21 158 | 36 953 | 3 176 | 0 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 261 287 |
| ECO - ACCM - Travaux voirie (toutes zones) | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 1 200 000 |
| ECO - ACCM - Travaux espaces verts (toutes zones) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 |
| ECO - ARLES - BA Montmajour (excédent + remb avance) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECO - ARLES - Fisac Zus | 0 | 93 038 | 46 405 | 0 | 25 000 | 150 000 | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 464 443 |
| ECO - ARLES - Fisac centre | 0 | 113 611 | 292 497 | 16 752 | 13 760 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 436 620 |
| ECO - ARLES - Fisac quartiers villages | 0 | 259 585 | 40 386 | 5 976 | 783 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 306 730 |
| ECO - ARLES - Locaux d'entreprises (Minimes) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECO - ARLES - Requalification village d'entreprises | 0 | 153 788 | 68 618 | 256 809 | 54 310 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 683 525 |
| ECO - ARLES - Réhabilitation NRJ VE | 0 | 0 | 7 031 | 79 086 | 782 702 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 168 819 |
| ECO - ARLES - Subvention investissement IPA (village entreprise) | 0 | 0 | 120 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 120 000 |
| ECO - ARLES - ZA FOURCHON - Requalification | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 0 | 0 | 500 000 |
| ECO - ARLES - ZI NORD - Déseclavement port fluvial - franchissement voie ferrée | 0 | 1 578 367 | 5 950 074 | 1 119 820 | 604 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 252 261 |
| ECO - ARLES - ZI NORD - Liaison Galilée Rainard ZI | 0 | 0 | 0 | 0 | 72 000 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 672 000 |
| ECO - ARLES - ZI NORD - Requalification avenue Libération | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 070 000 |
| ECO - ARLES - commerce et cœur de ville | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECO - ARLES ZI NORD - Liaison Roland Garros-Chamson | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 568 | 0 | 120 000 | 0 | 0 | 0 | 131 568 |
| ECO - SMC ZI BDL - Pont des morts - RN 113 et maillage | 0 | 18 320 | 5 347 | 0 | 37 332 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 660 999 |
| ECO - SMC - ZI BDL - Requalification rue Marie Curie | 0 | 0 | 0 | 0 | 260 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 260 000 |
| ECO - SMC - ZI BDL - Requalification rue Papin | 0 | 0 | 0 | 0 | 475 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 475 000 |
| ECO - SMC - ZI BDL Extension ZI Saint-Martin (BDL) | 0 | 11 471 | 106 162 | 0 | 152 494 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 270 127 |
| ECO - SMC - ZI BDL Giratoire (RD24) | 0 | 954 630 | 0 | 7 114 | 103 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 961 847 |

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|--|----------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------------|
| ECO - SMC - ZI BDL Giratoire Carmes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| ECO - SMC - ZI CABRAU - Requalification | 0 | 0 | 22 504 | 38 776 | 561 396 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 622 676 |
| ECO - SMC - ZI ECOPOLE - Parking gare | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECO - SMC - ZI ECOPOLE - Transfert rail/route | 0 | 26 256 | 33 372 | 0 | 110 210 | 800 000 | 2 161 790 | 2 200 000 | 2 200 000 | 2 200 000 | 9 731 628 |
| ECO - SMC - ZONE THOMINIÈRE - défense incendie | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 972 | 400 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 411 972 |
| ECO - TARASCON - BA Roubian | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECO - TARASCON - Fisac | 0 | 46 357 | 119 854 | 30 677 | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 321 888 |
| ECO - TARASCON - ZA ROUBIAN - Requalification | 0 | 172 687 | 1 305 046 | 1 158 448 | 1 496 106 | 1 900 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 032 287 |
| ECO - TARASCON - abattoirs | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 910 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 910 000 |
| ECO - TARASCON - commerce et cœur de ville | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GEMAPI - ACCM - autres travaux | 0 | 0 | 0 | 19 791 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 1 819 791 |
| GEMAPI - travaux Symadrem | 0 | 0 | 398 199 | 144 451 | 1 935 758 | 1 720 164 | 1 917 945 | 1 188 725 | 983 836 | 900 000 | 9 189 078 |
| GEST° EAUX PLUVIALES - ACCM - travaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GEST° EAUX PLUVIALES - ACCM - études | 0 | 0 | 0 | 95 958 | 80 000 | 520 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 695 958 |
| GEST° EAUX PLUVIALES - ARLES - parc des Ateliers (ville d'Arles) | 0 | 0 | 0 | 0 | 500 000 | 1 500 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 3 000 000 |
| HAB - ACCM - Divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| HAB - ACCM - OPAH Cœur de ville | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 |
| HAB - ACCM - OPAH RU ET PIG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 137 542 | 356 750 | 505 037 | 569 510 | 659 056 | 2 227 895 |
| HAB - ACCM - OPAH copros | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 815 | 9 630 | 39 480 | 9 630 | 39 480 | 103 035 |
| HAB - ACCM - OPAH en cours | 0 | 732 315 | 786 453 | 901 557 | 1 185 776 | 1 222 154 | 463 265 | 132 712 | 0 | 0 | 5 424 232 |
| HAB - ACCM - Terrains familiaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 000 |
| HAB - ARLES - Aire d'accueil des gens du voyage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 75 000 |
| HAB - ARLES - acquisition immeubles (lié cœur de ville) | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 0 | 0 | 1 550 000 |
| HAB - Aide à la pierre ACCM | 0 | 850 550 | 467 750 | 443 250 | 798 406 | 879 500 | 822 006 | 986 500 | 574 000 | 287 000 | 6 108 962 |
| HAB - Aide à la pierre Etat | 0 | 194 740 | 1 552 294 | 508 950 | 933 974 | 578 830 | 658 680 | 955 850 | 853 100 | 560 000 | 6 796 418 |
| HAB - SMC - Aire d'accueil des gens du voyage | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 | 700 000 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 1 200 000 |
| HAB - TARASCON - Aire d'accueil des gens du voyage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| HAB - TARASCON - acquisition immeubles (lié cœur de ville) | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 0 | 0 | 1 550 000 |
| PV - ACCM - Investissement QPV | 0 | 20 000 | 44 379 | 55 800 | 160 200 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 1 030 379 |
| PV - ARLES - NPNRU Barriol | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 |
| PV - TARASCON - NPNRU CH Ferrages | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 | 300 000 | 0 | 1 600 000 |
| REVITER - plan d'actions | 0 | 0 | 0 | 0 | 554 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 554 400 |
| TOURISME - ACCM - divers | 0 | 0 | 0 | 60 200 | 137 715 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 197 915 |
| TRA - ACCM - Accessibilité points d'arrêt | 0 | 475 052 | 540 027 | 300 704 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 315 783 |
| TRA - ACCM - Transport divers | 0 | 63 920 | 22 324 | 239 123 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 325 367 |
| TRA - ARLES - Site propre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 8 348 710 | 17 454 432 | 9 152 724 | 25 894 369 | 24 459 756 | 17 047 817 | 11 323 304 | 7 115 076 | 6 270 536 | 127 066 724 |

8.2 - Les financeurs du PPI

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|------------------|----------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Agence de l'eau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 000 |
| Autre | 0 | 730 677 | 1 109 469 | 643 348 | 1 596 834 | 2 079 463 | 2 702 724 | 2 692 646 | 2 292 828 | 2 300 274 | 16 148 263 |
| CG | 0 | 13 273 | 19 979 | 1 531 442 | 3 679 049 | 1 655 000 | 1 240 000 | 495 000 | 0 | 0 | 8 633 743 |
| CG CDDA | 0 | 344 899 | 1 597 680 | 254 004 | 1 685 256 | 1 490 000 | 210 000 | 0 | 0 | 0 | 5 581 839 |
| CR | 0 | 0 | 1 786 549 | 682 326 | 1 262 287 | 1 448 459 | 1 545 298 | 711 667 | 366 667 | 366 667 | 8 169 920 |
| ETAT | 0 | 1 160 755 | 812 013 | 764 707 | 1 244 265 | 654 463 | 698 680 | 995 850 | 853 100 | 560 000 | 7 743 833 |
| PVR | 0 | 377 502 | 0 | 649 687 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 027 189 |
| Remb TVA | 0 | 89 805 | 93 725 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 183 530 |
| Taxe GEMAPI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Union européenne | 0 | 0 | 0 | 7 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 800 |
| Total | 0 | 2 716 911 | 5 419 415 | 4 533 314 | 9 467 691 | 7 607 385 | 6 396 702 | 4 895 163 | 3 512 595 | 3 226 941 | 47 776 117 |

8.3 - Le coût net annuel

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|--------------------|----------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Programmes (a) | 0 | 8 348 710 | 17 454 432 | 9 152 724 | 25 894 369 | 24 459 756 | 17 047 817 | 11 323 304 | 7 115 076 | 6 270 536 | 127 066 724 |
| Financeurs (b) | 0 | 2 716 911 | 5 419 415 | 4 533 314 | 9 467 691 | 7 607 385 | 6 396 702 | 4 895 163 | 3 512 595 | 3 226 941 | 47 776 117 |
| Total (a-b) | 0 | 5 631 799 | 12 035 017 | 4 619 410 | 16 426 678 | 16 852 371 | 10 651 115 | 6 428 141 | 3 602 481 | 3 043 595 | 79 290 607 |

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|----------------|------|-----------|------------|-----------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|-------------|
| Programmes (a) | 0 | 8 348 710 | 17 454 432 | 9 152 724 | 25 894 369 | 24 459 756 | 17 047 817 | 11 323 304 | 7 115 076 | 6 270 536 | 127 066 724 |

L'épargne de la collectivité

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Épargne brute | 7 023 743 | 4 439 891 | -1 260 486 | 1 191 058 | 1 996 171 | 2 686 261 | 3 800 193 | 3 681 303 | 4 438 060 | 5 788 108 |
| Remboursement capital de la dette | 561 596 | 734 326 | 740 782 | 1 097 471 | 1 371 130 | 1 566 149 | 2 333 978 | 2 705 407 | 2 999 093 | 3 133 938 |
| Épargne nette | 6 462 147 | 3 705 564 | -2 001 268 | 93 587 | 625 041 | 1 120 112 | 1 466 214 | 975 896 | 1 438 967 | 2 654 170 |

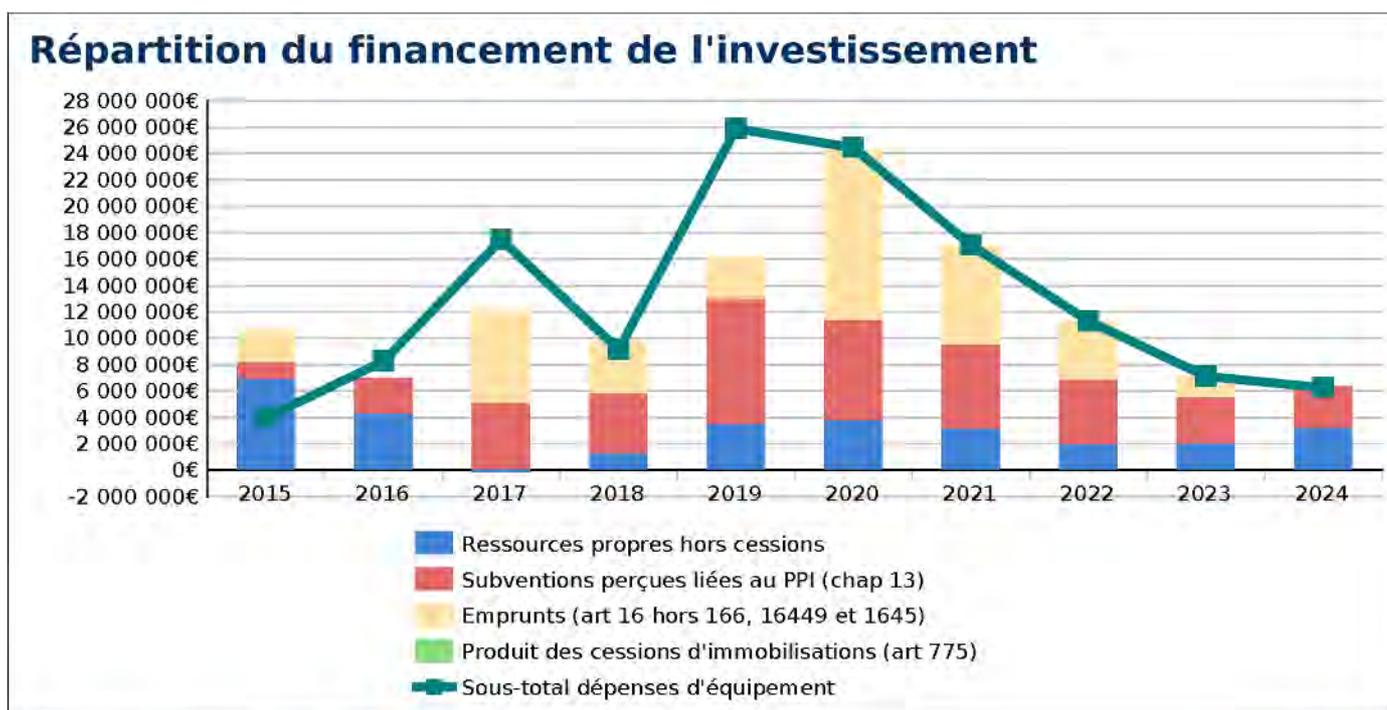
Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Épargne nette (a) | 6 462 147 | 3 705 564 | -2 001 268 | 93 587 | 625 041 | 1 120 112 | 1 466 214 | 975 896 | 1 438 967 | 2 654 170 |
| FCTVA (b) | 387 019 | 420 460 | 1 471 925 | 1 172 866 | 2 813 515 | 2 647 073 | 1 614 078 | 940 769 | 548 714 | 499 502 |
| Autres recettes (c) | 23 840 | 152 317 | 313 541 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de cessions (d) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources financières propres e = (a+b+c+d) | 6 873 007 | 4 278 341 | -215 801 | 1 266 453 | 3 438 555 | 3 767 184 | 3 080 293 | 1 916 666 | 1 987 680 | 3 153 672 |
| Subventions perçues (liées au PPI) (f) | 1 295 001 | 2 705 481 | 5 105 873 | 4 533 314 | 9 467 691 | 7 607 385 | 6 396 702 | 4 895 163 | 3 512 595 | 3 226 941 |
| Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g) | 2 500 000 | 0 | 7 000 000 | 4 000 000 | 3 200 000 | 12 900 000 | 7 600 000 | 4 500 000 | 1 700 000 | 0 |
| Financement total h = (e+f+g) | 10 668 008 | 6 983 821 | 11 890 071 | 9 799 767 | 16 106 246 | 24 274 569 | 17 076 995 | 11 311 829 | 7 200 275 | 6 380 613 |

| | | | | | | | | | | |
|------------------------|-----------|------------|------------|---------|------------|----------|--------|---------|--------|---------|
| Résultat de l'exercice | 6 652 951 | -1 388 198 | -5 564 363 | 647 043 | -9 788 125 | -185 186 | 29 177 | -11 475 | 85 196 | 110 079 |
|------------------------|-----------|------------|------------|---------|------------|----------|--------|---------|--------|---------|

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.



10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|----------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ratio 1 | 701 | 749 | 0 | 927 | 894 | 896 | 900 | 904 | 903 | 902 |
| Ratio 2 | 335 | 326 | 0 | 307 | 316 | 325 | 334 | 343 | 352 | 362 |
| Ratio 3 | 783 | 802 | 0 | 940 | 916 | 926 | 943 | 945 | 953 | 967 |
| Ratio 4 | 20 | 71 | 0 | 73 | 229 | 216 | 138 | 84 | 48 | 49 |
| Ratio 5 | 110 | 107 | 0 | 201 | 222 | 349 | 408 | 428 | 414 | 378 |
| Ratio 6 | 108 | 119 | 0 | 109 | 111 | 109 | 108 | 107 | 105 | 105 |
| Ratio 7 | 6,68 % | 6,75 % | 13,01 % | 14,38 % | 16,03 % | 16,21 % | 16,21 % | 16,22 % | 16,31 % | 16,41 % |
| Ratio 9 | 90,46 % | 94,49 % | 102,47 % | 99,89 % | 99,24 % | 98,64 % | 98,26 % | 98,84 % | 98,31 % | 96,92 % |
| Ratio 10 | 2,51 % | 8,85 % | 16,13 % | 7,81 % | 24,96 % | 23,33 % | 14,68 % | 8,91 % | 5,01 % | 5,07 % |
| Ratio 11 | 14,09 % | 13,07 % | 18,73 % | 21,41 % | 24,2 % | 37,69 % | 43,29 % | 45,31 % | 43,39 % | 39,13 % |

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2 = Produit des impositions directes / population

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4 = Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5 = Encours de la dette / population

Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9 = Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10 = Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Ce document est préparé par l'équipe Consultants de Finance active. Il contient des informations et analyses propres à Finance active, établies à l'intention exclusive de ses destinataires : à ce titre toute divulgation, utilisation, diffusion ou reproduction (totale ou partielle) du document ou des informations qu'il contient doit être préalablement autorisée par Finance active. Les informations contenues et les opinions exprimées qui en découlent, ne sauraient engager la responsabilité de leurs auteurs ou de Finance active. Elles sont transmises à titre d'assistance et ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité de Finance active

AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Autorisations de programme en cours

ROB - Annexe 3

| Intitulé de l'autorisation de programme (AP) | Montant de l'AP | antérieurs à 2017 | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 et + |
|---|-----------------|-------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|--------------|
| Reconstruction de la station d'épuration des Saintes Maries de la Mer (HT) | 6 039 485 | 783 063 | 4 904 296 | 344 287 | 7 839 | 0 | 0 | |
| <i>Budget principal</i> | 2 542 | | 2 542 | | | | | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 6 036 943 | 783 063 | 4 901 754 | 344 287 | 7 839 | | | |
| Renouvellement réseaux quartier Mas Planton à Saint Martin de Crau (HT) | 2 006 031 | 24 879 | 709 503 | 397 802 | 423 847 | 450 000 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 1 176 725 | 4 400 | 415 905 | 192 686 | 313 734 | 250 000 | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 829 307 | 20 479 | 293 598 | 205 116 | 110 113 | 200 000 | | |
| Step ville de Saint-Martin de Crau (HT) | 1 706 427 | 1 673 528 | 25 019 | 0 | 7 880 | 0 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 1 706 427 | 1 673 528 | 25 019 | | 7 880 | | | |
| Extension ZI Bois de Leuze (HT) | 4 243 150 | 3 919 922 | 96 982 | 0 | 226 245 | 0 | 0 | |
| <i>Budget principal</i> | 3 825 391 | 3 609 844 | 88 468 | | 127 078 | | | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 123 382 | 73 782 | 433 | | 49 167 | | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 294 377 | 236 296 | 8 081 | | 50 000 | | | |
| Extension des réseaux d'eau, d'assainissement et fibre optique quartier de Gimeaux à Arles (HT) | 2 765 792 | 0 | 170 747 | 1 243 129 | 1 309 262 | 42 654 | 0 | |
| <i>Budget principal</i> | 71 770 | | 0 | 15 052 | 14 064 | 42 654 | | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 2 544 220 | | 170 747 | 1 143 868 | 1 229 605 | 0 | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 149 802 | | 0 | 84 209 | 65 593 | | | |
| Quartier Mas Planton à Saint-Martin-de-Crau (HT) | 2 006 031 | 24 879 | 709 503 | 397 802 | 423 847 | 450 000 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 1 176 725 | 4 400 | 415 905 | 192 686 | 313 734 | 250 000 | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 829 307 | 20 479 | 293 598 | 205 116 | 110 113 | 200 000 | | |
| Rue révolution Tarascon (HT) | 596 917 | 0 | 0 | 2 468 | 594 449 | 0 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 397 350 | | | 2 468 | 394 882 | | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 199 567 | | | | 199 567 | | | |
| Parking des launes aux Saintes-Maries-de-la-Mer (HT) | 483 657 | 0 | 0 | 375 051 | 108 606 | 0 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 283 690 | | | 227 191 | 56 499 | | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 199 967 | | | 147 860 | 52 107 | | | |
| Poste refoulement Trinquetaille (HT) | 515 828 | 0 | 0 | 10 493 | 125 335 | 380 000 | 0 | |
| <i>Budget annexe de l'assainissement</i> | 312 603 | | | 9 203 | 43 400 | 260 000 | | |
| <i>Budget annexe de l'eau</i> | 203 225 | | | 1 290 | 81 935 | 120 000 | | |
| Requalification de Roubian à Tarascon (TTC) | 4 554 554 | | | 1 158 448 | 1 496 106 | 1 900 000 | | |
| Désenclavement du port fluvial – franchissement de la voie ferrée à Arles (<i>budget principal</i>) (TTC) | 9 407 999 | 1 734 105 | 5 950 074 | 1 119 820 | 604 000 | | | |
| Aides à la pierre - Crédits délégués de l'État | 6 593 724 | 2 476 124 | 1 552 294 | 508 950 | 933 974 | 578 830 | 658 680 | 955 850 |
| <i>AP 2012 à 2019</i> | 6 593 724 | 2 476 124 | 1 552 294 | 393 822 | 933 974 | 578 830 | 658 680 | 955 850 |
| Aides à la pierre - Fonds propres ACCM | 5 557 712 | 2 239 000 | 467 750 | 443 250 | 798 406 | 879 500 | 822 006 | 986 500 |
| <i>AP 2011 à 2019</i> | 5 557 712 | 2 239 000 | 467 750 | 361 250 | 768 506 | 632 700 | 594 006 | 494 500 |
| Opération programmée d'amélioration de l'habitat n°2 - subventions aux particuliers (<i>budget principal</i>) | 6 447 725 | 1 379 783 | 786 453 | 901 557 | 1 185 776 | 1 364 511 | 829 645 | 677 229 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Autorisations d'engagement en cours

| Intitulé de l'autorisation d'engagement (AE) | Montant de l'AE | antérieurs à 2017 | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 et + |
|---|-----------------|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--------------|
| Mission de suivi et d'animation du dispositif de mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH n°2) | 711 042 | 422 685 | 125 582 | 162 775 | | | | |

Les dépenses de personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire pris en application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment de son article 107 concernant les nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales précise que le rapport d'orientation budgétaire comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature, à la durée effective du travail dans la région.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Exercice budgétaire 2018

1. Structure des effectifs :

- au 01/01/2018 : 190 titulaires, 20 stagiaires, 19 contractuels de droit public (dont 1 CDI), 1 emploi d'avenir, 7 en détachement, 6 en disponibilité, 1 en congé parental ;
- au 31/12/2018 : 206 titulaires, 14 stagiaires, 23 contractuels de droit public (dont 1 CDI), 2 apprentis, 4 en détachement, 5 en disponibilité.

Ainsi, le personnel en activité a cru de 15 agents au cours de l'année (apprentis inclus). La hausse constatée s'explique par :

- une augmentation significative des contrats visant à remplacer des agents titulaires momentanément absents (maladie, formation) ;
- un renforcement de plusieurs services opérationnels, du fait d'un accroissement de leur périmètre d'intervention et/ou d'un besoin d'expertise (NPNRU, e-tourisme, opération « Cœur de ville », etc.) ;

2. Dépenses de personnel :

Sur l'exercice 2018, les rémunérations de l'ensemble du personnel se décomposent comme suit :

| | |
|--|--|
| Rémunération principale (stagiaires et titulaires) | 5 859 037,40 € |
| NBI, supplément familial et indemnité de résidence | 244 721,60 € |
| Autres indemnités | 899 890,71 € (dont heures supplémentaires = 125 673,59 € |

| | |
|---|----------------|
| Rémunération des contractuels de droit public | 1 243 253,77 € |
| Rémunération des emplois d'avenir | 751,80 € |
| Rémunération des apprentis | 8 081,44 € |

3. Durée effective du travail :

Si, de manière globale, les agents effectuent, conformément à la loi, 1607 heures annuelles effectives, compte tenu des modalités arrêtées lors de certains transferts de compétences (maintien des organisations communales existantes), diverses durées de travail hebdomadaires cohabitent au sein d'ACCM.

Exercice budgétaire 2019

➤ Evolutions prévisionnelles des effectifs

Compte tenu des mouvements intervenus durant l'année 2018, les effectifs d'ACCM ne devraient pas évoluer de manière significative durant cette année 2019.

Seuls quelques recrutements devraient être opérés, pour remplacer de récents départs d'agents de la communauté d'agglomération ou afin de conforter l'action de certains services opérationnels.

➤ Evolutions prévisionnelles des dépenses de personnel

Le budget primitif 2019 prévoit une augmentation du chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) de 6,39 % par rapport au budget précédent. Cette augmentation a vocation à tenir compte de :

- la revalorisation indiciaire prévue par le protocole dit des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), qui induit des modifications de grilles de rémunération à compter du 1^{er} janvier 2019,
- l'augmentation mécanique découlant du glissement vieillesse technicité (GVT), autrement dit les progressions de carrière des agents (avancements d'échelon et de grade),
- la hausse légale des forfaits d'indemnisation du compte épargne-temps,
- les recrutements récents et à venir,
- la contractualisation avec une assurance pour les risques statutaires (soit 250 000 € de dépense supplémentaire estimée).